

Union Internationale des Sciences Biologiques

Organisation Internationale de Lutte Biologique

contre les animaux et les plantes nuisibles

SECTION REGIONALE OUEST PALEARCTIQUE



COMPTES RENDUS DE LA DEUXIEME  
ASSEMBLEE GENERALE  
RAPPORT DE LA QUATRIEME  
SESSION DU CONSEIL

PROCEEDINGS OF THE SECOND  
GENERAL ASSEMBLY  
REPORT OF THE FOURTH  
COUNCIL MEETING

BULLETIN SROP

WPRS BULLETIN

1975/2

**COMPTES RENDUS DE LA DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE**

**RAPPORT DE LA QUATRIEME SESSION DU CONSEIL**

**PROCEEDINGS OF THE SECOND GENERAL ASSEMBLY**

**REPORT OF THE FOURTH COUNCIL MEETING**

**1975/2**

## TABLE DES MATIERES

1	INTRODUCTION	1
2	LISTE DES PARTICIPANTS/LIST OF PARTICIPANTS	2
	2.1 Représentants d'Institutions Membres/ Representatives from Member Institutions	2
	2.2 Membres du Conseil/Council Members	4
	2.3 Responsables des Commissions/ Convenors of Committees	4
	2.4 Responsables des Groupes de Travail/ Convenors of Working Groups	4
	2.5 Observateurs/Observers	5
3	RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL DE L'OILB	6
4	RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL DE LA SROP	7
5	RAPPORT DU TRESORIER	10
6	RAPPORT DU COMITE DE GESTION	13
7	AMENDEMENTS AUX STATUTS	13
8	REGLEMENT INTERIEUR	13
9	CONTRIBUTIONS	14
10	ELECTIONS	14
11	LES COMMISSIONS	15
12	LES GROUPES DE TRAVAIL	15
13	RESOLUTIONS	16
	RAPPORT DE LA QUATRIEME SESSION DU CONSEIL	19

## CONTENTS

1	INTRODUCTION	24
2	LIST OF PARTICIPANTS	25
3	REPORT OF THE SECRETARY GENERAL OF THE IOBC	25
4	REPORT OF THE SECRETARY GENERAL OF WPRS	27
5	REPORT OF THE TREASURER	29
6	REPORT OF THE MANAGEMENT COMMITTEE	32
7	AMENDMENTS OF STATUTES	32
8	BYLAWS	32
9	CONTRIBUTIONS	33
10	ELECTIONS	33
11	THE COMMISSIONS	33
12	THE WORKING GROUPS	34
13	RESOLUTIONS	35
	REPORT OF THE FOURTH COUNCIL MEETING	37

## COMPTES RENDUS DE LA 2EME ASSEMBLEE GENERALE DE LA SROP

### I. INTRODUCTION

La 2ème Assemblée Générale de la Section Régionale Ouest Paléarctique (SROP) de l'Organisation Internationale de Lutte Biologique (OILB) a eu lieu à Madrid et Teruel, respectivement à l'"Instituto Nacional de Investigaciones Agrarias" et à l'"Escuela de Capacitación Agraria de San Blas" du 7 au 11 octobre 1974. Elle a réuni 28 délégations des Institutions Membres et 40 spécialistes et observateurs d'Institutions membres et non-membres et d'Organisations internationales.

L'un des principaux buts de cette Assemblée Générale consistait à passer en revue les travaux de l'Organisation réalisés depuis celle du 31 mars au 3 avril 1971 tenue à Rome. Cette analyse s'est basée essentiellement sur les rapports présentés par les responsables des Commissions et des Groupes de Travail, qui seront publiés *in extenso* dans un Bulletin SROP. L'information ainsi recueillie a permis aux Délégués de définir les activités futures de l'Organisation qui se trouvent condensées dans les recommandations de l'Assemblée Générale.

Le Président de l'"Instituto Nacional de Investigaciones Agrarias" souhaite le bienvenue à l'Assemblée Générale au nom du Ministre espagnol de l'Agriculture tout en soulignant l'importance que revêtent les études dans le domaine de la lutte biologique, qu'il qualifie de conception moderne de la protection des plantes. Les exigences imposées aux produits agricoles importés et le poids que les pesticides font peser de plus en plus sur l'environnement, ainsi que le souci d'éliminer progressivement les insecticides polyvalents sont autant de raisons qui militent en faveur d'une priorité à accorder à des techniques longtemps mal comprises.

L'Espagne est un des pays fondateurs de l'OILB et les principes de la Lutte Biologique y ont été appliqués à grande échelle. Actuellement, des recherches très approfondies sont exécutées par les spécialistes espagnols pour résoudre les problèmes de la lutte contre *Plutella maculipennis* et la mouche blanche, *Aleurathrix flavosus*. Ces insectes sont parmi les ravageurs les plus importants de l'économie agricole. La processionnaire du pin fait l'objet d'études écobiologiques. Pour ce programme les chercheurs disposent d'une forêt de 10.000 ha à Mora de Rubielos dans la Province de Teruel.

Le Président de la SROP souligne que cette Assemblée Générale constitue une étape particulièrement importante pour faire le point de trois années d'activité, après un changement essentiel dans les statuts de notre Organisation. Il remarque que nous devons, pour faire ce point, trouver un endroit très favorable, et nous ne pouvons mieux choisir que Madrid, puisque ainsi nous sommes dans l'un des pays qui ont contribué à la fondation de l'OILB et qui ont apporté le soutien le plus constant à la politique de l'Organisation. Le Président rappelle que nous avons toujours essayé de réaliser le plus de choses possible

avec le minimum de moyens et que cela n'a été accessible que dans la mesure où la bonne volonté de tous était engagée à fond. Au près de nos collègues espagnols nous avons toujours trouvé la plus grande volonté de coopération et la plus grande efficacité. L'Espagne est aussi l'un des pays dans lesquels les applications en matière de lutte biologique et lutte intégrée sont le plus remarquables. Ainsi les travaux du Dr Mellado et de son équipe sur la lutte génétique contre *Peratitís capitata* ont une portée mondiale. Les réalisations du groupe de travail "Lutte intégrée en pinèdes méditerranéennes" sont en premier lieu dûes à l'engagement des collègues espagnols et à l'appui substantiel des autorités espagnoles.

Le Président rappelle que, depuis la dernière Assemblée Générale, l'Organisation a accueilli six nouveaux Membres. Leur coopération est le gage du succès de nos opérations scientifiques et pratiques.

#### REMERCIEMENTS

La SROP remercie les autorités et collègues espagnols pour l'accueil qu'ils ont réservé aux Délégués et participants à la 2ème Assemblée Générale. Elle exprime sa reconnaissance au Ministère espagnol de l'Agriculture, qui a fait preuve de beaucoup de générosité et a également assuré le financement de la traduction simultanée, permettant ainsi à tous les participants de prendre part aux travaux d'une façon concrète. Elle exprime également ses remerciements aux collègues forestiers pour l'excellent accueil à Mora de Rubielos et pour l'organisation des excursions.

#### 2. LISTE DES PARTICIPANTS / LIST OF PARTICIPANTS

##### 2.1. Représentants d'Institutions Membres/ Representatives from Member Institutions

Biologische Bundesanstalt für Land- und Forstwirtschaft (BBA)  
Institut für biologische Schädlingsbekämpfung, Allemagne, Rép.Féd.  
J.M. FRANZ

Biologische Bundesanstalt für Land- und Forstwirtschaft (BBA)  
Institut für Getreide-, Ölfrucht- und Futterpflanzenkrankheiten,  
Allemagne, Rép.Féd.  
T. BASEDOW

Landesanstalt für Pflanzenschutz, Stuttgart, Allemagne, Rép.Féd.  
H. STEINER

Royal Society of London, Angleterre  
N.W. HUSSEY

Agricultural Research Council, Angleterre  
N.W. HUSSEY

Natural Environment Research Council, Angleterre  
N.W. HUSSEY

Bundesministerium für Land- und Forstwirtschaft, Autriche  
K. RUSS

Ministère de l'Agriculture, Belgique  
J. BERNARD

Servicio de Defensa contra Plagas e Inspección Fitopatológica, Espagne  
Pedro CARCELES

Faustino de ANDRES

Fernando ROBREDO

Adolfo RUPEREZ

Instituto Nacional para la Conservación de la Naturaleza (ICONA), Espagne

Ferando BARRIENTOS

Carlos DAFAUCE

Paulo CUEVAS

Ramón MONTOYA

Institut National de la Recherche Agronomique (INRA), France

B. HURPIN

Groupement d'Etudes et de Recherches pour le Développement de  
l'Agronomie Tropicale (GERDAT), France

E.M. LAVABRE

Institut Pasteur, France

G. REMAUDIERE

Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer (ORSTOM),  
France

J. BERGERARD

Service de la Protection des Végétaux, France

E. BOUYX

Institut Phytopathologique Benaki, Grèce

P.A. MOURIKIS

Université de Teheran, Iran

Mahmoud CHODJAI

Samad VOJDANI

Direzione Generale per l'Economia montana e per le Foreste, Italie

M. PAVAN

L. BORTOLOTTI

Stazione Sperimentale del Sughero, Italie

A. MAGNOLER

Ente Nazionale per la Cellulosa e per la Carta, Italie

G. ARRU

Institut National de la Recherche Agronomique (INRAM), Maroc

M. ABBASSI

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Pays-Bas

J.de WILDE

Junta das Missoes Geograficas e de Investigações do Ultramar, Portugal

Justino MENDES DE ALMEIDA

Armando Jacques Favre CASTEL-BRANCO

Ministère de la Recherche Scientifique, Egypte

Mahmoud HAFEZ

Afifi M. AFIFI

Division de l'Agriculture, Suisse

F. SCHNEIDER

Direction Générale de la Protection des Plantes et de la Quarantaine,  
Turquie  
Ramiz SIPAHI

Direction Générale pour la Protection des Plantes, Yougoslavie  
L. VASILJEVIC

## 2.2. MEMBRES DU CONSEIL / COUNCIL MEMBERS

E. BILIOTTI	Président/President
G. MATHYS	Vice-Président/Vice-President
M. PAVAN	Vice-Président/Vice-President
H. STEINER	Vice-Président/Vice-President
L. BRADER	Secrétaire Général/Secretary-General
W.E. van den BRUEL	Trésorier/Treasurer
J. BERGERARD	Membre/Member
C. DAFUACE-RUIZ	Membre/Member
P.A. MOURIKIS	Membre/Member

## 2.3. RESPONSABLES DES COMMISSIONS / CONVENORS OF COMMITTEES

V. DELUCCHI	Taxonomie des Entomophages/ Taxonomy of entomophagous arthropods
B. HURPIN	Publications/Publications
P. FERRON	Pathologie des insectes et lutte microbio- logique/ Insect pathology and microbial control

## 2.4. RESPONSABLES DES GROUPEs DE TRAVAIL / CONVENORS OF WORKING GROUPS

H. STEINER	Lutte intégrée en vergers/ Integrated control in orchards
C. BENASSY	Lutte biologique contre les cochenilles et les aleurodes des agrumes/ Biological control of Citrus Coccids and Aleurodids
Th. WILDBOLZ	Lutte génétique contre <i>Carpocapsa</i> et <i>Adoxophyes</i> / Genetic control of <i>Carpocapsa</i> and <i>Adoxophyes</i>
E. BOLLER	Lutte génétique contre <i>Rhagoletis cerasi</i> / Genetic control of <i>Rhagoletis cerasi</i>
L. MELLADO	Lutte génétique contre <i>Ceratitidis capitata</i> / Genetic control of <i>Ceratitidis capitata</i>
C. DAFUACE-RUIZ	Lutte intégrée en pinèdes méditerranéennes/ Integrated control in mediterranean pine forests

L. VASILJEVIC	Lutte microbiologique contre <i>lymantria dispar</i> Microbial control of <i>lymantria dispar</i>
P. GRISON	Coordination projets forestiers/ Coordination of forestry projects
N.W. BUSSEY <sup>1)</sup>	Lutte intégrée en cultures sous verre/ Integrated control in glasshouses
M. KARMAN	Lutte intégrée en culture de coton/ Integrated control in cotton growing
T.H. COAKER	Lutte intégrée en culture de Brassica/ Integrated control in Brassica crops
C. EDWARDS	Lutte intégrée dans le sol/ Integrated control of soil pests
C. PELERENTS	Lutte génétique contre les <i>Hylomyia</i> / Genetic control of <i>Hylomyia</i>
R.J. WOOD	Manipulations génétiques dans la lutte contre les animaux nuisibles/ Genetical methods of pest control
T. BASEDOW <sup>1)</sup>	Lutte intégrée en culture de céréales/ Integrated control in cereal growing
D. PRICE JONES	Liaison avec Industrie/ Liaison with Industry
M. BAILLOD	Lutte intégrée en viticulture/ Integrated control in vineyards
J.M. FRANZ	Pesticides et arthropodes utiles/ Pesticides and beneficial arthropods

## 2.5. OBSERVATEURS / OBSERVERS

V. CHAPPA	URSS
P. JOURDHEUIL (orateur invité)	France
V.A. KOLYBINE	URSS
V.A. LEBEDEV	URSS
G. MIRALACHE	Roumanie
J.C. ONILLON	France
D. PIRVESCU	Roumanie
J.P. ROS (orateur invité)	Espagne
A. SIMIONESCU	Roumanie
Ray F. SMITH	Etats Unis

<sup>1)</sup> Représentant/Representative

### 3. RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL DE L'OILB

L'OILB a été restructurée en 1971 sur la base d'une fédération de sections régionales pratiquement autonomes. Chaque section a ses statuts et son règlement intérieur et la seule condition importante pour l'affiliation d'une section est que ses statuts soient compatibles avec ceux de l'Organisation centrale. L'OILB d'avant 1971 est devenue la Section régionale Ouest Paléarctique (SROP/WPRS) avec des membres dans les pays d'Europe occidentale, d'Afrique du Nord, du Proche et du Moyen Orient. A l'époque de la restructuration a eu lieu la création de la Section régionale de l'Hémisphère Occidentale (SRHO/WHRS) comprenant les deux Amériques. Une année plus tard, on a pu établir la Section régionale du Sud-Est asiatique (SRSEA/SEARS) qui embrasse une vaste zone du Pakistan jusqu'au Japon. Il existe une Section régionale du Pacifique (SRP/PRS) qui fut constituée après le dernier Pan-Pacific Science Congress (Canberra, 1971) mais qui ne fut jamais approuvée par le conseil de l'OILB, et qui couvre presque toutes les îles du Pacifique outre l'Australie et la Nouvelle Zélande. Il y a eu des tentatives pour constituer une Section régionale d'Afrique tropicale (SRAT/TARS) pour l'Afrique au sud du Sahara, Afrique du Sud non comprise. En dehors des régions mentionnées l'Organisation a des membres dans de nombreux pays, parmi lesquels l'URSS. A la fin de l'année 1973, l'OILB comptait 479 membres individuels, 74 membres institutionnels et 4 membres bienfaiteurs répartis dans 73 pays. Tous les membres des Sections régionales sont automatiquement membres de l'Organisation centrale. Pour juger de l'importance de ces chiffres il suffit de faire une comparaison avec l'Association Internationale d'Ecologie (INTECOL), avec laquelle l'OILB a établi une commission mixte de coordination, qui comprenait en 1973 moins de 700 membres malgré l'intérêt incomparablement plus grand porté à l'écologie par rapport à la lutte biologique. Ce développement très satisfaisant de l'OILB pendant les deux années qui ont fait suite à sa restructuration s'est considérablement affaibli en 1973 et 1974. L'extension de l'Organisation dans les pays en voie de développement s'est avérée difficile, presque impossible, soit du fait que les cotisations sont trop élevées pour un entomologiste ou pour une institution entomologique locale, soit du fait que le nombre potentiel de membres engagés dans des opérations de lutte biologique ou tout simplement s'intéressant à cette méthode de lutte est, dans certaines régions - comme par exemple en Afrique tropicale - trop faible pour que l'on puisse mettre sur pied une section régionale indépendante, à même de coordonner des activités sur une base internationale. Il y a eu bien entendu des adhésions de membres individuels et institutionnels de plusieurs pays d'Afrique et d'ailleurs, mais cela n'a pas apporté les éléments suffisants pour envisager la création de groupes autonomes. L'extension de l'Organisation dans les pays développés n'a été satisfaisante qu'en Europe, ce qui a compensé le léger recul du nombre des membres individuels constaté en Amérique du Nord depuis 1973. Il est quand même incompréhensible que dans des pays aussi riches que les USA et le Canada, qui possèdent en plus une longue tradition dans le domaine de la lutte biologique et des centres d'activité de réputation internationale, on ne compte qu'une vingtaine de membres institutionnels cotisant ensemble entre 1000 et 1500 dollars. Pour ces raisons le Comité exécutif a décidé d'intensifier la propagande en faveur de l'OILB aussi bien à l'intérieur des sections constituées que dans les pays en dehors d'elles, et de solliciter par des contacts personnels l'adhésion de membres institutionnels et bienfaiteurs. Malheureusement, cette action a coïncidé avec l'intensification de la crise que nous traversons et n'a pas donné les résultats espérés. En ce qui concerne les membres individuels il y a eu aussi la crise du dollar et la dévaluation de certaines monnaies par rapport

au franc suisse, de sorte que l'Organisation a dû faire face au pertes dues au change et verser à l'éditeur de la revue Entomophaga une somme de 30 à 50% supérieure à l'ensemble des cotisations reçues. Tout cela a placé l'OILB globale dans une situation financière assez précaire et empêché le développement de toute activité en dehors de la publication de rapports et des "news-letters". Par conséquent les groupes de travail qui ont été établis et qui auraient dû assurer la coordination interrégionale ont été obligés de limiter leur activité à un échange d'information par simple correspondance. A l'arrière-plan des sections régionales qui fonctionnent sur des bases similaires à celles de l'Organisation centrale, telles la SRHO/WHRS ou la SRSEA/SEARS, la situation n'est pas tellement meilleure. Les Américains et les Canadiens peuvent encore maintenir une certaine liaison en s'appuyant sur les congrès nationaux ou sur les projets d'envergure nationale, mais on néglige ainsi tous les membres d'Amérique centrale et latine qui eux ont un besoin particulier de contacts professionnels.

J'ai brossé en peu de mots un tableau plutôt noir de la situation globale de l'OILB. Nous ne devons toutefois pas oublier que nous ne sommes qu'à trois années de sa restructuration et que le système de financement d'une association (avec des membres à cotisation réduite) n'est certainement pas le mieux approprié pour une organisation qui se veut internationale. Cela signifie qu'il faudra changer, tôt ou tard, le système en vigueur et se rapprocher du type de financement SROP/WPRS, d'autant plus qu'en coordination interrégionale les distances sont grandes et les réunions scientifiques ou techniques extrêmement coûteuses. La SROP/WPRS a 18 ans de vie et a montré que ses statuts et son règlement intérieur répondent aux besoins des membres. On aurait aujourd'hui un degré de souplesse convenable si toutes les sections régionales avaient été constituées sur le modèle de la SROP/WPRS au lieu de se contenter de la voie la plus commode qui est celle des membres individuels à cotisation faible. En tout cas, le revirement souhaité par le Comité exécutif concerne justement l'augmentation du nombre des membres institutionnels et bienfaiteurs, les seuls qui puissent appuyer d'une façon concrète les activités d'une organisation internationale. Indépendamment de l'aspect financier, cette action de l'OILB servira certainement à sensibiliser les responsables de la protection des végétaux et de la politique de la recherche dans les différents pays vis-à-vis de la lutte biologique et de la lutte intégrée.

#### 4. RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL DE LA SROP

La première Assemblée Générale tenue à Rome du 30 mars au 3 avril 1974 conjointement avec la 5ème Assemblée Générale de l'organisation mondiale, a fixé les lignes de conduite dans les résolutions adoptées à l'issue de sa séance. Pour vous rendre compte des activités de notre organisation, j'aimerais me référer à ces recommandations.

1. "Les délégués recommandent au Conseil de concrétiser dans ses activités les multiples objectifs qui résultent de la nouvelle définition statutaire de la lutte biologique".  
Cette nouvelle définition étendait en fait notre sphère d'action à l'ensemble des travaux dans le domaine de la lutte intégrée. Le Conseil a donné suite à ce vœux par la création de nouveaux groupes de travail dans le cas où les chercheurs avaient suffisamment manifesté leur intérêt pour une étude commune.

Ces groupes sont les suivants:

- Lutte génétique contre les Hylemyias.
- Lutte intégrée en culture de Brassica.
- Manipulations génétiques dans la lutte contre les animaux nuisibles.
- Lutte microbiologique contre *Carpocapsa* et *Adoxophyes*. (Ce groupe n'a pas pu être maintenu par manque de chercheurs travaillant dans ce domaine.)
- Lutte intégrée en culture de céréales.
- Liaison avec l'Industrie.
- Lutte intégrée en viticulture.
- Pesticides et arthropodes entomophages.

- II. "Recommandent une extension des activités de la Commission de Taxonomie par la recherche de concours supplémentaires et soulignent l'importance de la formation de chercheurs dans le domaine de la systématique des entomophages et l'urgence de la création de nouveaux postes au sein des Institutions concernées par cette discipline".
- Quelques bourses d'études ont pu être attribuées, mais la situation d'ensemble pour la systématique des entomophages ne s'est guère améliorée pendant la période écoulée.
- Il a été nécessaire de revoir le fonctionnement du Centre d'Identification qui ne répondait plus aux critères établis. La situation est maintenant rétablie grâce à la bonne collaboration des collègues allemands. Le nouveau centre sera basé au "Staatliches Museum für Naturkunde" à Ludwigsburg, près de Stuttgart et fonctionnera surtout en étroite collaboration avec la "Zoologische Sammlung des Bayerischen Staates, Entomologische Abteilung, München".
- Cette nouvelle formule a la pleine confiance du Conseil et devrait de nouveau permettre de satisfaire les intéressés.

- III. "Revoir le fonctionnement du Comité de Gestion et veiller à la diffusion de l'information".
- Un responsable du Comité de Gestion a été nommé par le Conseil et il a assisté régulièrement aux réunions du Conseil. La diffusion de l'information a été assurée par la préparation de différents rapports et publications. Depuis la dernière Assemblée Générale ont paru par ordre chronologique
- Comptes rendus de l'Assemblée Générale, 91 pp.
  - Rapport de la première session du Conseil, 31 pp.
  - Rapport d'activité 1971, Bulletin SROP 1972/1, 76 pp.
  - Rapport de la deuxième session du Conseil, 29 pp.
  - Statuts de la Section Régionale Ouest Paléarctique, Bulletin SROP 1973/1, 25 pp.
  - Rapport d'activité 1972. Bulletin SROP 1973/2, 68 pp.
  - Souches de microorganismes entomopathogènes, Bulletin SROP 1973/3, 30 pp.
  - Lutte intégrée en cultures sous verre, Bulletin SROP 1973/4, 73 pp.
  - Contrôle visuel en verger de pommiers, 2ème édition, 82 pp.
  - Rapport de la troisième session du Conseil, Bulletin SROP 1974/1, 37 pp.
  - Rapport d'activité 1973, Bulletin SROP 1974/2, 88 pp.
  - Lutte biologique contre les cochenilles et aleurodes des agrumes, Bulletin SROP 1974/3, 174 pp.
  - Les organismes auxiliaires en verger de pommiers, 1ère édition, 242 pp.

- IV. "Recommandent au Conseil de l'OILB de maintenir les principes qui assurent le continuité et le niveau de la revue ENTOMOPHAGA".  
Les problèmes matériels ont été plus préoccupants pour le Conseil que le niveau scientifique de la revue. Ce dernier point a été assuré par l'élargissement du Comité de Rédaction. Mais l'augmentation constante des frais d'impression a demandé des réajustements qui seront appliqués à partir de l'édition 1975. Ils concernent surtout une simplification des caractères typographiques et l'application du système de participation par les auteurs aux frais de publication pour les articles dépassant 10 pages.
- V. "Il est recommandé d'intervenir auprès des Institutions pour renforcer l'appui à la publication d'articles, ouvrages et mémoires hors série".  
La situation économique générale n'a pas facilité l'application de cette recommandation. Le Conseil a surtout cherché à assurer la publication de nos travaux sous forme de brochures imprimées en offset. Ces brochures ne sont pas destinées à remplacer des revues scientifiques, mais à compléter les sources d'information existantes. Elles fournissent un moyen de distribuer des rapports qui autrement ne seraient pas accessibles aux intéressés. La pratique a montré que certaines de ces brochures sont très recherchées.
- VI. "Le Conseil est sollicité de développer des coordinations nécessaires en fonction du progrès de la mondialisation de l'OILB et de susciter la création des structures de coopération interrégionale".  
La base de nos travaux est constituée par les Groupes de travail. A l'intérieur de la Section Régionale ces Groupes ont permis un excellent échange d'idées entre chercheurs. Dans certains cas, ces Groupes ont permis l'élaboration de programmes de travail communs. Une coordination de ces travaux avec des activités dans les autres Sections Régionales n'a pu être réalisée qu'occasionnellement, faute de présence de Groupes correspondants. Dans quelques cas des chercheurs individuels ont été invités à participer à nos réunions de travail.  
La création des structures de coopération interrégionale doit surtout être assurée par l'Organisation mondiale. Le Conseil donnera, le cas échéant, son plein appui à de telles activités. Il regrette cependant que l'Organisation mondiale, contrairement aux vœux formulés par la SROP, ait préféré la création d'une Section Est Paléarctique à l'adhésion de ces nouveaux Membres Institutionnels à notre Section. A la demande de la Commission des Communautés Européennes, le Comité Exécutif est sollicité de préparer des documents sur les possibilités d'application de la lutte intégrée.
- VII. La création du Groupe de Travail "Pesticides et arthropodes entomophages" répond à la recommandation aux Institutions concernées d'intensifier leur mutuelle coopération en vue d'étudier d'une façon systématique les effets secondaires des pesticides sur les arthropodes entomophages.
- VIII. Une plus large exploration des possibilités de coopération avec les Industries intéressées au développement et à l'application des méthodes biologiques est recherchée par la création du Groupe de Travail "Liaison avec l'Industrie". L'industrie montre un intérêt croissant à nos travaux. Le Groupe considère que l'on doit surtout réaliser un échange régulier d'information par des contacts directs entre les membres du Groupe et les responsables de l'Industrie phytosanitaire.

Les détails des activités des Commissions et Groupes de Travail vous seront exposés par les responsables lors de cette Assemblée Générale. Le Conseil a surtout insisté auprès des membres des Groupes pour qu'ils veillent constamment à une confrontation régulière des résultats des recherches aux réalités pratiques.

On peut constater un très grand intérêt public pour les possibilités offertes par la lutte biologique en vue d'un meilleur système de protection des végétaux. Malgré cela, dans plusieurs pays les fonds destinés aux travaux de lutte biologique s'amenuisent souvent au cours des dernières années. Ceci est d'ailleurs lié à la diminution relative des investissements dans les recherches agricoles. Cette tendance est très regrettable car elle risque d'une part de freiner l'extension des recherches et d'autre part de mettre en cause les possibilités de tirer tout le bénéfice des résultats déjà acquis. Le Conseil espère vivement que les activités de notre Organisation peuvent contribuer au changement de cette situation. Cet espoir est surtout basé sur l'accroissement du nombre de Membres de notre Section.

Depuis l'Assemblée Générale de Rome la Section a accueilli comme nouveaux Membres

- the Royal Society of London (Angleterre)
  - the Agricultural Research Council (Angleterre)
  - the Natural Environment Research Council (Angleterre)
  - die Landesanstalt für Pflanzenschutz Stuttgart (Allemagne Fédérale)
  - le Ministère de l'Agriculture et des Forêts d'Autriche
  - le Groupement d'Etudes et de Recherches pour le Développement de l'Agronomie Tropicale en remplacement des 5 Instituts français tropicaux, qui étaient Membres partiels
  - l'Institut für biologische Schädlingsbekämpfung (Allemagne Fédérale)
  - l'Institut für Getreide-, Ölfucht- und Futterpflanzenkrankheiten (Allemagne Fédérale).
- Ces deux derniers remplacent la Biologische Bundesanstalt für Land- und Forstwirtschaft
- l'Institut National pour la Protection des Végétaux de Suède
  - l'Instituto Nacional de Investigaciones Agrarias (Espagne)
  - l'Universidad Politecnica de Madrid (Espagne)

Cette affiliation porte le nombre total de nos Membres à 34, elle semble démontrer que notre Organisation répond au mieux aux intérêts généraux.

## 5. RAPPORT DU TRESORIER

L'exercice 1971 s'est soldé par un déficit de 5.347,63 FS. Le fait n'est pas alarmant en raison du caractère extraordinaire des fortes dépenses suscitées par l'Assemblée Générale de Rome. Les charges comportent deux postes nouveaux: la cotisation annuelle versée à l'Organisation Globale (2.895,00 FS) et l'effet négatif des différences des changes (730,42 FS).

Une grande activité des Groupes de Travail, de la Commission des Publications et du Conseil, ainsi que le souci du Comité Exécutif d'assurer à la SROP des ressources financières nouvelles, ont caractérisé l'exercice 1972. Ces derniers efforts sont justifiés par la nécessité de suppléer à la disparition des versements complémentaires volontaires qui alimentaient antérieurement les fonds de recherche spéciaux. Il faut en outre faire face à l'augmentation générale des prix et aux difficultés nouvelles que rencontrent des Groupes de Travail pour obtenir le concours de précieux spécialistes immobilisés dans leur laboratoire par des restrictions budgétaires rigoureuses entravant

leurs déplacements à l'étranger. Ce dernier problème ne peut être ignoré. Son accentuation et sa généralisation progressive parmi les pays membres de la SROP menaceraient l'avenir de la collaboration directe entre spécialistes de nationalités différentes oeuvrant au développement d'un programme commun dans le but d'en accélérer la réalisation par l'apport de leur propre expérience et d'assurer davantage encore la pleine crédibilité des résultats pratiques obtenus.

L'exercice 1972 s'est soldé par un déficit (12.777,44 FS) dû surtout à de gros retards enregistrés dans le paiement des cotisations.

Heureusement la perception des arriérés des cotisations et le recouvrement à peu près complet de celles de l'année ont permis de redresser la situation financière en 1973, même après le versement complémentaire de 3.000 FS fait à la Globale pour l'aider à réaliser son programme. Les charges de l'exercice ont été encore alourdies davantage par les différences de change: 1.719,55 FS, soit plus d'une demi-cotisation annuelle de base. Par contre, l'arrêt temporaire du fonctionnement de la Commission de Taxonomie a allégé les charges de l'année de quelques 15.000 FS.

La balance des recettes et des dépenses aboutit en 1973 à un solde créditeur de 50.339,91 FS. Les déficits de 1971 et 1972 sont donc couverts et il reste un reliquat positif de 32.208,84 FS.

L'exercice 1974 n'est pas terminé. Il a été décidé de clôturer les comptes au 30 juin 1974 pour disposer du temps nécessaire pour préparer les documents à présenter à l'Assemblée Générale.

Le compte présenté permet quelques constatations. Les produits de l'exercice ont déjà atteint 72.235,40 FS. La rentrée des cotisations se poursuit de façon satisfaisante. Plusieurs membres n'ont pu faire parvenir leur versement avant le 30 juin. Ces cotisations ne figurent donc pas dans le compte présenté mais ont été enregistrées ultérieurement afin d'assurer la validité des votes des délégués des membres. En ce qui concerne les charges, la moitié des crédits alloués aux Groupes de Travail et une forte somme relative aux dépenses de la Commission des Publications ont été payées. La croissance des frais imputés par suite des différences de change a été inquiétante au cours du premier semestre 1974: elle atteint 5.944,58 FS (valeur de deux cotisations minimales). Espérons que la grande perturbation des changes de 1973/74 ne se renouvellera pas?

Au 30 juin 1974, la balance des comptes se clôture par un solde créditeur de 15.077,83 FS. Le capital disponible à cette date est de 212.017,98 FS. Cette somme représente un accroissement de 47.536,67 FS par rapport aux 164.481,31 FS reportés dans les comptes le 1er janvier 1971.

Nous devons constater que l'équilibre financier de la SROP reste précaire en dépit:

- de l'attention accordée à la réduction de toute dépense non indispensable à la réalisation des objectifs poursuivis par la SROP,
- de l'aide matérielle apportée discrètement par diverses institutions pour faciliter le fonctionnement de la SROP aux moindres frais,
- de l'augmentation volontaire de la cotisation accordée par plusieurs membres en réponse à notre appel, membres auxquels nous exprimons notre gratitude,
- des grands efforts accomplis pour obtenir de nouvelles ressources, lesquels ont abouti à l'inscription de huit nouveaux membres.

Il faut prendre cette situation précaire en très sérieuse considération car nous nous trouvons devant des engagements pour une durée de trois ans.

L'époque est marquée cruellement par les nuisances de l'inflation, laquelle atteindrait en moyenne mondiale quelques 14% par an selon certains.

Déjà certains membres ont bien voulu augmenter leur cotisation. D'autres se sont déclarés prêts à en faire de même pour autant que l'augmentation soit

officiellement décidée, des règles administratives impérieuses ne leur permettant pas de s'écarter des valeurs fixées par l'Assemblée Générale. Or voilà bien des années que la cotisation a été fixée à un minimum de base de 3.000 FS!

Il est dès lors pleinement justifié de tenir compte du glissement des valeurs caractéristiques de l'époque actuelle pour fixer à nouveau le montant de la cotisation minima de base.

Comparaison des produits et des charges des exercices  
1971 - 1972 - 1973 - 1974 (1er semestre, clôture 30 juin)  
(frans suisses)

	1971	1972	1973	1974 (1er sem.)
<u>Produits de l'exercice</u>				
Contributions	109.429,29	82.372,88	130.813,98	71.741,09
Intérêts bancaires	5.553,96	1.844,04	1.707,99	494,31
Total des produits	<u>114.983,25</u>	<u>84.216,92</u>	<u>132.521,97</u>	<u>72.235,40</u>
<u>Charges de l'exercice</u>				
Frais d'administration	6.288,27	3.415,59	7.325,59	2.792,33
Cotisation à la Globale	2.894,50	2.895,00	6.035,75	- 51,62
Conseil et Comité Exécutif	11.197,80	19.165,84	16.501,64	4.018,20
Commissions	6.124,51	1.230,26	3.669,72	1.733,33
Taxonomie	18.509,13	15.695,80	1.359,08	213,00
Publications	12.189,05	20.822,24	17.643,51	20.886,21
Assemblée Générale	32.916,67	-	-	351,88
Groupes de Travail	29.229,35	32.490,40	27.458,26	18.926,67
Frais bancaires	251,21	169,03	474,80	292,84
Bourses d'étude	-	-	-	2.030,15
Total des charges	<u>119.600,49</u>	<u>95.884,16</u>	<u>80.468,51</u>	<u>51.192,99</u>
Différence de change	730,42	1.110,20	1.719,55	5.964,58
Total corrigé des charges	<u>120.330,91</u>	<u>96.994,36</u>	<u>82.188,06</u>	<u>57.157,83</u>

Récapitulation des différents comptes

(Total FS: Zurich - Paris - Bruxelles - Amsterdam - Madrid)

	1971	1972	1973	1974 (1er sem.)
Produit de l'exercice	114.983,25	84.216,92	132.521,97	72.235,40
Total corrigé des charges	<u>120.330,91</u>	<u>96.994,36</u>	<u>83.188,06</u>	<u>57.157,57</u>
Résultat de l'exercice	- 5.347,63	-12.777,44	+50.333,91	+15.077,83
Soldes disponibles	164.481,31	159.383,68	146.606,24	196.940,15
Régularisation Fonds placements (intérêts)				
UBS-I.VI.71 - + 250 FS)	+ 250,00	-	-	-
Résultat de l'exercice	- 5.347,63	-12.777,44	+50.333,91	+15.077,83
Soldes disponibles	<u>159.383,68</u>	<u>146.606,24</u>	<u>196.940,15</u>	<u>212.017,98*</u>

(\*) 1974: 30 juin

## 6. RAPPORT DU COMITE DE GESTION

Le comité de Gestion a examiné les pièces justificatives, les documents bancaires et les livres de caisse en procédant à des sondages au hasard sans trouver d'erreurs de calcul ou d'autres imperfections d'importance. Quelques détails ont été discutés au sein du Conseil. Le fait que les fonds de l'OILB (SROP) sont déposés dans les banques de divers pays a créé quelques difficultés au Trésorier à cause de l'instabilité des valeurs monétaires. Pour cette raison les examens annuels par le Comité de Gestion n'étaient pas possibles et tout le travail de contrôle a dû se faire dans un laps de temps trop court précédant l'Assemblée Générale.

Par suite de l'extension progressive de notre Organisation les tâches de notre Trésorier augmentent et ce ne sont pas toujours des tâches les plus réjouissantes. Cependant, le Comité de Gestion insiste sur la nécessité d'arrêter à l'avenir les bilans chaque année. Seul ce procédé rendra possible une collaboration effective des membres du Comité et facilitera la vérification consciencieuse.

Notre Comité de Gestion propose à l'unanimité d'adresser des remerciements au Trésorier pour son travail considérable et essentiel pour notre Organisation et de lui donner décharge.

## 7. AMENDEMENTS AUX STATUTS

Par lettre du 3 janvier 1974, Monsieur P. Grisun, Coordonnateur des Groupes de travail forestiers et Représentant de l'ORSTOM à l'Assemblée Générale de Rome, a soumis au Secrétariat Général une proposition pour la modification de l'article XI des Statuts de la SROP.

### ART. XI actuel

1. Le Conseil est composé au minimum de 9 membres et 3 suppléants élus pour trois ans par l'Assemblée Générale et recrutés de préférence parmi les membres de la Section Régionale. Les membres du Conseil ne sont rééligibles que pour un deuxième mandat; dans ce cas, et exception faite pour le Secrétaire Général, leur charge doit être différente. Aucun pays ne peut disposer de plus de deux sièges au Conseil.

### ART. XI modifié

1. Le Conseil est composé au minimum de 9 membres et 3 suppléants élus pour trois ans par l'Assemblée Générale et recrutés de préférence parmi les membres de la Section Régionale. Les membres du Conseil sont rééligibles pour un deuxième mandat. Ils ne peuvent être rééligibles pour un troisième terme consécutif que si leur mandat est différent. Aucun pays ne peut disposer de plus de deux sièges dans le Conseil.

Cette modification est proposée pour éviter de rompre la continuité d'une politique définie au cours d'un premier mandat des Membres du Comité Exécutif. Elle exclut en même temps un trop long maintien en fonction des membres élus. La modification a été acceptée par l'Assemblée Générale par 21 votes pour et 3 votes contre.

## 8. REGLEMENT INTERIEUR

L'Assemblée Générale a discuté brièvement d'un projet de règlement intérieur. Elle a reconnu l'importance d'un tel règlement et a demandé à une Commission ad hoc de formuler des propositions définitives pour la prochaine Assemblée

Générale. Cette Commission est constituée de V. Delucchi (Président), G. Mathys, E. Boller, C. Edwards et M. Pavan (Membres).

## 9. CONTRIBUTIONS

Le Conseil a demandé aux Délégués de se prononcer sur l'opportunité d'une augmentation de la contribution de base. Les recettes actuelles permettent de maintenir nos activités, mais n'offrent pas la possibilité de les étendre d'une façon importante. Une telle extension semble cependant nécessaire vu l'intérêt croissant que suscitent les travaux de lutte biologique en général et le rôle que notre Organisation joue et doit occuper dans ce domaine. L'Assemblée Générale a reconnu cet état de choses, mais ne pouvait pas prendre statutairement de décisions définitives. D'une façon plus générale elle aimerait qu'une étude plus complète soit faite sur le financement de l'Organisation. Cette étude devrait constituer la base sur laquelle des propositions pourraient être soumises, dans les délais statutaires, à la prochaine Assemblée Générale.

## 10. ELECTIONS

### 10.1 Elections au Conseil

Composition du nouveau Conseil:

E. BILLIOTTI (France)	Président
G. MATHYS (Suisse)	Vice-Président
H. STEINER (Rép.Féd.d'Allemagne)	Vice-Président
M. WAY (Angleterre)	Vice-Président
L. BRADER (Pays-Bas)	Secrétaire Général
C. PELERENTS (Belgique)	Trésorier
J. BERGERARD (France)	Membre
Mostafa HAFEZ (Egypte)	Membre
E. MORALES (Espagne)	Membre
M. PAVAN (Italie)	Membre
Ramiz SIPAHI (Turquie)	Membre

Suppléants:

M. ABBASSI (Maroc)  
G.M. SILVA (Portugal)  
L. VASILJEVIC (Yougoslavie)

### 10.2 Elections au Comité de Gestion

F. SCHNEIDER (Suisse)	Responsable
P. PALMA (Italie)	Membre
K. RUSS (Autriche)	Membre

Suppléants:

M. CHODJAI (Iran)  
P.A. MOURIKIS (Grèce)

## 11. LES COMMISSIONS

Les rapports complets seront publiés dans un Bulletin SROP intitulé "Progrès en Lutte Biologique".

La discussion des rapports présentés par les responsables des Commissions concerne surtout les points suivants:

- les Délégués expriment leur satisfaction sur le remaniement du Centre d'identification qui devrait permettre un meilleur fonctionnement
- l'Assemblée Générale insiste sur la meilleure distribution possible des publications afin que celles-ci deviennent accessibles aux chercheurs dans le domaine de la lutte biologique et pas seulement aux instances officielles
- dans le domaine de la pathologie des insectes et de la lutte microbiologique le manque de normes législatives en ce qui concerne la toxicologie des germes entomopathogènes constitue un frein pour le développement de ces moyens de lutte. Il est suggéré que la SROP étudie la possibilité de création de Groupes de Travail sur la technologie et la toxicologie de ces microorganismes.

## 12. LES GROUPES DE TRAVAIL

Les rapports présentés par les responsables des Groupes de Travail seront publiés dans le même Bulletin SROP que ceux des Commissions. Les remarques relatives à la présentation de ces rapports sont les suivantes:

- L'Assemblée Générale apprécie l'initiative prise par le Groupe de Travail "Lutte intégrée dans le soi" d'organiser un Symposium du 17 au 21 mars 1975 où des projets de travail commun seront développés.
- Les travaux entrepris dans le cadre du Groupe de Travail "Lutte génétique contre les *Hylemyia*" ont mis en évidence que cette technique appliquée aux *Hylemyia* des Brassica ne semble pouvoir donner des résultats positifs que dans le cadre d'un programme de lutte intégrée. Etant donné que les études sur la mouche de l'oignon touchent à leur fin, il est proposé de placer les activités de ce Groupe sous la responsabilité du Groupe de Travail "Lutte intégrée en culture de Brassica".
- A la suite de la présentation des travaux du Groupe de Travail "Lutte biologique contre les cochenilles et les aleurodes des agrumes" la question de la commercialisation des produits en provenance des exploitations où la lutte biologique est appliquée est discutée en détail. Les normes de commercialisation actuellement en vigueur n'autorisent pas la présence de cochenilles sur des fruits exportés et réduisent ainsi les possibilités d'application de la lutte biologique.
- En vergers de pommiers et de pêchers, la mise en oeuvre de la lutte intégrée a maintenant dépassé le stade expérimental et son application pratique est actuellement en nette extension. Le transfert des résultats des recherches aux producteurs constitue par conséquent l'un des soucis majeurs des responsables. Le Groupe vient de terminer son 5e Symposium, qui a eu lieu à Bolzano et auquel 280 personnes ont participé.
- La lutte génétique contre *Carpocapsa* n'ouvre pas encore des perspectives pratiques au niveau européen. Aussi, les Délégués soutiennent-ils la proposition du responsable du Groupe d'élargir le terrain d'action et de considérer l'ensemble des méthodes qui peuvent aboutir à une réduction des populations de *Carpocapsa*.
- Le Groupe de Travail "Lutte génétique contre *Phagoletta pomorum*" a démontré que les lâchers de mâles stériles offrent une bonne possibilité de lutte. L'Assemblée Générale a discuté en détail le phénomène de la présence de races écologiques à l'intérieur de l'Europe. Des recherches sur ce sujet

- sont en cours et il est trop tôt pour juger des possibilités pratiques que l'on peut tirer de cette situation.
- Le rapport présenté par le responsable du Groupe de Travail "Coordination des projets forestiers" soulève une discussion d'où ressort de nouveau l'importance d'une collaboration étroite sur le plan international. Cette collaboration doit surtout se réaliser en s'appuyant sur les organisations et actions internationales existantes.
  - A la suite de la présentation du rapport du Groupe de Travail "Lutte micro-biologique contre *Lymntria dispar*" l'urgent besoin d'une réglementation internationale sur l'innocuité des germes entomopathogènes est de nouveau mentionné.
  - L'Assemblée Générale note avec satisfaction les initiatives entreprises par le Groupe de Travail "Lutte intégrée en culture de céréales". Elle aimerait que les activités du Groupe s'étendent aussi vers le Bassin Méditerranéen où notamment des Héteroptères constituent des ravageurs très importants. L'Assemblée souligne l'intérêt des travaux en lutte intégrée en grandes cultures annuelles et demande au Conseil d'étudier la possibilité de stimuler des recherches dans d'autres cultures annuelles que les céréales.
  - L'importance d'un contact permanent avec l'Industrie phytosanitaire est reconnu, mais les Délégués se rendent compte des difficultés d'établir de tels contacts. En général, on doit admettre que le marché pour les produits nécessaires aux programmes de Lutte Intégrée est bien plus limité que pour les produits à large spectre, ce qui entraîne des conséquences économiques évidentes. Un appui gouvernemental pour le développement des produits sélectifs est considéré comme un des moyens les plus valables pour remédier à cette situation.
  - Les membres du Groupe de Travail "Lutte intégrée en culture de Brassica" considèrent qu'une meilleure exploitation des activités des organismes auxiliaires, notamment des prédateurs, devrait considérablement réduire les problèmes posés par les ravageurs en cultures de Brassica. Les possibilités d'emploi d'*Aleochara* contre la mouche du chou sont améliorées à la suite du succès de l'élevage de masse de ce coléoptère réalisé par les chercheurs d'URSS.
  - Les travaux du Groupe "Pesticides et organismes utiles" montrent l'intérêt que notre Organisation porte à une meilleure caractérisation des pesticides en ce qui concerne leur activité vis-à-vis d'autres organismes. Il faut cependant veiller à ce que les exigences concernant la sélectivité des pesticides restent réalistes, surtout sur le plan économique.

### 13. RESOLUTIONS

Les Délégués à la 2ème Assemblée Générale ayant constaté la parfaite organisation de l'Assemblée par les collègues espagnols et sensibles à la qualité de l'hospitalité offerte, adressent leurs plus vifs remerciements aux autorités espagnoles pour l'organisation de cette Assemblée Générale. Ils constatent avec satisfaction que les recommandations formulées en 1971 ont été en grande partie suivies de réalisations.

Consciente de la nécessité, à l'échelle mondiale,

- de produire des quantités croissantes de produits agricoles
- de respecter la qualité de la vie et de l'environnement
- de réaliser les plus grandes économies d'énergie,

l'Assemblée Générale constate l'identité de ses objectifs avec ceux de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement de l'Homme (Stockholm 1972) qui préconisait le développement de méthodes de lutte contre les organismes nuisibles qui n'entraînent pas la pollution de la biosphère. Elle souligne que la politique de la SROP contribue à la réalisation des objectifs de

certaines projets du Programme "L'Homme et la Biosphère".

En conséquence elle adopte les résolutions suivantes:

- Ia Ayant le souci permanent de parvenir à l'exploitation équilibrée des milieux naturels et cultivés, dans lesquels la prévention de pullulations des organismes nuisibles sera assurée dans le cadre d'une lutte intégrée où les agents biologiques occupent une position clé, l'Assemblée Générale préconise l'intensification des recherches dans toutes les voies prometteuses,
- Ib constatant une fois de plus, la discordance croissante entre les puissants moyens engagés pour le développement des pesticides chimiques et la modicité chronique des budgets affectés aux méthodes biologiques,
- l'Assemblée Générale recommande la recherche de solutions susceptibles de permettre à l'Organisation de faire face aux responsabilités chaque jour grandissantes qui lui incombent et de consolider sa situation administrative et financière, éventuellement par l'établissement de plus étroites connexions avec d'autres Organisations.
- II Soucieuse d'être parfaitement en mesure de favoriser la plus grande efficacité de la SROP, l'Assemblée Générale demande le perfectionnement du règlement intérieur en vue de faciliter, notamment, le travail du Comité de Gestion,
- III Se félicitant de la réussite des réalisations de certains groupes de travail qui ont pleinement atteint les objectifs assignés et qui, de ce fait, peuvent suspendre leurs activités, l'Assemblée Générale soutient la politique consistant à mettre également un terme aux groupes qui ne peuvent espérer des progrès significatifs dans des délais raisonnables. Dans cet esprit, elle recommande au Conseil de continuer à suivre avec la plus grande attention les activités et les progrès des commissions et des groupes de travail. Elle enregistre avec intérêt la création des nouveaux groupes de travail suivants:
- lutte intégrée en culture de céréales,
  - lutte intégrée en viticulture,
  - pesticides et auxiliaires,
  - phéromones.
- IV Constatant la nécessité, pour le groupe "Lutte intégrée en pinède méditerranéennes", de maintenir les études à long terme dans une même unité de lieu et cela en vue d'une interprétation écologique plus complète, l'Assemblée Générale recommande que le massif forestier de Mora de Rubielos (Teruel) soit considéré comme une "zone permanente d'études biologiques". Elle remercie les instances administratives espagnoles de cette très importante initiative.
- V Constatant avec satisfaction les résultats positifs des efforts pour la réorganisation et l'élargissement du Service d'identification des entomophages, l'Assemblée Générale souhaite que toute la publicité souhaitable soit donnée à ce service.
- VI Consciente des difficultés techniques et législatives qui freinent gravement les nouveaux développements de l'utilisation d'agents pathogènes, l'Assemblée Générale recommande la recherche des voies les plus appropriées pour:
- étudier les aspects technologiques de la production des organismes auxiliaires utilisables
  - étudier et démontrer l'innocuité de ces agents pathogènes, tant vis-à-vis

de l'homme et des animaux domestiques, que vis-à-vis des biocoenoses appelées à être soumises à ces applications.

VII Constatant que l'intransigeance des marchés vis-à-vis de la qualité "apparente" des produits constitue un sérieux obstacle à l'application plus large des méthodes biologiques de protection des cultures, l'Assemblée Générale recommande au Conseil:

- d'engager toutes actions nécessaires pour que soit atténuée l'application excessivement sévère des normes concernant l'aspect extérieur des produits
- d'inciter les organisations concernées à promouvoir des campagnes dans ce sens pour que la qualité intrinsèque des produits soit pleinement considérée, tout en admettant un seuil tolérable de dégâts.

VIII Constatant que la généralisation de l'application des méthodes de lutte intégrée se heurte souvent à une insuffisance des moyens mis en oeuvre pour leur vulgarisation, l'Assemblée Générale recommande l'intensification des efforts pour la formation de techniciens compétents dans ce domaine et pour la création des structures adéquates pour le plein emploi de ces nouvelles méthodes de lutte.

## RAPPORT DE LA QUATRIEME SESSION DU CONSEIL.

1. Le Conseil a tenu sa session annuelle le 6 octobre 1974 la veille de la 2ème Assemblée Générale, à l'Instituto Nacional de Investigaciones Agrarias, Madrid (Espagne), avec la participation de MM. E. BILIOTTI (Président), C. MATHYS (Vice-Président), M. PAVAN (Vice-Président), H. STEINER (Vice-Président), W.E. van den BRUEL (Trésorier), L. BRADER (Secrétaire Général), J. BERGERARD (Membre), C. DAFAUCE-RUIZ (Membre), P.A. MOURIKIS (Membre), F. SCHNEIDER (Comité de Gestion), A.J.F. CASTEL BRANCO (Comité de Gestion), V. DELUCCHI (OILB) et J. de WILDE (Conseiller Permanent).  
Se sont excusés Mostafa HAFEZ (Membre) et J.S. KENNEDY (Membre).
2. Le Président dans son discours d'ouverture de la Session, note que le Conseil ne considèrera que les points essentiels à la bonne marche de l'Organisation en attendant les décisions prises en Assemblée Générale.
3. Rapport du Secrétaire Général au 4ème Conseil de la SROP  
Dans le rapport du 3ème Conseil il était en particulier fait mention du passage des résultats de nos activités dans la pratique. L'année passée ce mouvement s'est intensifié et s'est concrétisé par une série de réunions de nos groupes de travail où cette confrontation des données de nos travaux théoriques aux exigences pratiques constituait en général le point central des discussions. D'autre part, des contacts réguliers ont eu lieu avec la Commission des Communautés Européennes. Un rapport, intitulé "Conditions et possibilités de développement des méthodes de lutte intégrée et de lutte biologique en agriculture" a été présenté par le Président à la dite Commission.  
Deux réunions très importantes ont eu lieu sous le patronage du Groupe de Travail "Lutte intégrée en vergers". La première, les 22 et 23 janvier à Wageningen traitait des problèmes qui se présentent à l'introduction dans la pratique de la lutte intégrée en vergers. Les discussions ont porté sur les thèmes suivants:
  - Conséquences économiques de la lutte intégrée pour l'arboriculteur.  
Etant donné que ce procédé permet de réaliser des économies sur l'achat de pesticides, d'une part, et sur la main-d'oeuvre, d'autre part, l'avantage financier direct est évident malgré les frais supplémentaires que requiert la surveillance.
  - Appréciation économique des avantages à long terme de la lutte intégrée.  
Pour ceci il paraît souhaitable
    - a. d'arriver à un échange de données sur les quantités de fruits refoulés à l'importation du fait du dépassement des taux de tolérance de résidus
    - b. d'insister sur l'harmonisation internationale des taux de tolérances des résidus de pesticides et d'insister sur l'harmonisation des méthodes d'analyse de ces résidus
    - c. de tracer un plan de travail pour une analyse économique de la lutte intégrée.
  - Position de la lutte intégrée du point de vue de la commercialisation des fruits et conséquences des normes de qualité en vigueur, pour la lutte intégrée. La discussion sur ce point fait apparaître qu'il ne faut pas a priori changer les normes, mais qu'il serait plus souhaitable d'indiquer par un label les qualités particulières des produits provenant de vergers conduits en lutte intégrée et recevant d'autres soins cultureux favorisant une qualité intrinsèque supérieure des fruits.

- Possibilités et difficultés d'instaurer un label de qualité pour les fruits provenant de vergers soumis à la lutte intégrée. Il est décidé qu'une commission ad hoc, composée des représentants de la C.E.B., de l'OCDE, des Organisations du Commerce, de l'OEPF, et de la SROP, essaie de formuler les modalités de la mise en oeuvre d'un tel label.
- A la fin de la séance quelques aspects techniques de la lutte intégrée, tels que l'emploi des fongicides et des engrais ont été discutés

Du 7 au 11 septembre a eu lieu à Bolzano le 5ème Symposium de lutte intégrée en vergers. Ce symposium, auquel 280 personnes ont participé, a donné un excellent aperçu de l'état d'avancement des travaux. Il constitue certainement une étape importante dans l'histoire de notre plus ancien Groupe de Travail.

Le Comité Exécutif s'est réuni le 1er avril et le 23 juillet. Lors de la réunion du 1er avril il a été discuté de l'organisation de l'Assemblée Générale, de l'état des finances de la SROP et des Groupes de Travail ainsi que des contacts avec la CEE. La réunion du 23 juillet fut consacrée de nouveau à l'organisation de l'Assemblée Générale. Parmi les autres points de l'ordre du jour figuraient: les problèmes matériels d'Entomophaga et les relations avec la Globale.

En concluant ce rapport, Le Secrétaire Général attire l'attention du Conseil sur l'extension de notre Section pendant ces dernières années. Un contact très intensif avec les Groupes de Travail a permis de donner à la Section une base solide. On peut constater que pratiquement tous les Groupes sont très dynamiques et contribuent d'une façon importante au développement et à l'application de la lutte biologique. Cette extension augmente d'une façon substantielle les responsabilités de notre Organisation, qui a le devoir d'assurer la continuité de ces activités. Ceci a deux conséquences importantes:

- un contact très intensif est nécessaire entre le Comité Exécutif et les responsables des Groupes de Travail
- de plus en plus souvent un appel est fait aux compétences de notre Section, par des Organisations nationales et internationales, pour fournir des conseils dans le domaine de la lutte biologique et servir de coordonnateur pour des actions à entreprendre.

Cette situation est au fond la preuve du succès de nos activités. Mais il faut se demander si la structure de l'Organisation permettra de supporter d'une façon continue ce développement. Il me semble que c'est la tâche du Conseil actuel de se prononcer sur cette question et de formuler des directives pour le Conseil qui lui succédera.

#### 4. Rapport du Trésorier

Les comptes en francs suisses arrêtés au 30 juin 1974 sont publiés dans le rapport de la 2ème Assemblée Générale. Le Conseil a discuté de ces comptes et a surtout constaté avec satisfaction la bonne rentrée des contributions. Le Responsable du Comité de Gestion a vérifié les pièces justificatives et a demandé que décharge soit donnée au Trésorier.

#### 5. La SROP a accueilli comme nouveaux Membres:

- l'Institut National pour la Protection des Végétaux de la Suède
- l'Instituto Nacional de Investigaciones Agrarias (Espagne)
- l'Universidad Politecnica de Madrid (Espagne)

Le nombre total des Membres est maintenant 34.

6. Depuis la dernière réunion du Conseil, les 6 et 8 novembre 1973 à Paris, les réunions suivantes ont été patronnées par la SROP:
- |  |                        |
|--|------------------------|
| a) Lutte génétique contre <i>Rhagoletis cerasi</i><br>Lvanka (Tchécoslovaquie)       | 18 - 20 novembre 1973  |
| b) Lutte génétique contre <i>Carpocapsa</i> et<br><i>Adoxophyes</i> , Wädenswil      | 27 - 29 novembre 1973  |
| c) Lutte intégrée en cultures<br>de céréales, Kiel                                   | 11 - 12 décembre 1973  |
| d) Lutte intégrée en vergers,<br>Wageningen  | 22 - 23 janvier 1974   |
| e) Lutte intégrée en viticulture,<br>Lausanne  | 27 - 28 février 1974   |
| f) Commission de pathologie des insectes<br>et de lutte microbologique, St. Christol | 21 - 22 mars 1974      |
| g) Lutte génétique contre <i>Hylemyia</i> , Cambridge                                | 8 avril 1974           |
| h) Lutte intégrée en culture de Brassica,<br>Cambridge                               | 9 avril 1974           |
| i) Lutte intégrée en culture du coton, Izmir   | 21 - 23 mai 1974       |
| j) Pesticides et arthropodes entomophages, Zurich                                    | 21 - 22 mai 1974       |
| k) 5ème Symposium de Lutte intégrée<br>en vergers, Bolzano                           | 7 - 11 septembre 1974  |
| l) Méthodes génétiques dans la lutte<br>contre les insectes nuisibles, Bucarest      | 19 - 23 septembre 1974 |
| m) Lutte biologique contre les Cochenilles<br>et les Alerodes des Agrumes, Palerme   | 24 - 27 septembre 1974 |

7. Pour la période 1974/1975 les réunions suivantes sont prévues:

Commission et Groupes de Travail	lieu	date
Taxonomie des Entomophages	Ludwigsburg (Rép.Féd.d'All)	mars-avril 1975
Commission Pathologie des Insectes et Lutte microbiologique	Littlehampton (U.K.)	printemps 1975
Lutte intégrée en vergers	Autriche Aix en Provence (France)	20-21 août 1975 16-17 septembre 1975
Lutte génétique contre <i>Carpocapsa</i> et <i>Adoxophyes</i>	Styrie (Autriche)	septembre 1975
Lutte génétique contre <i>Rhagoletis cerasi</i>	Munich (Rép.Féd.d'All)	24-26 septembre 1975
Coordination projets forestiers	Göttingen (Rép.Féd.d'All)	automne 1975

Lutte microbiologique contre <i>Lymantria dispar</i>	Paris (France)	mars 1975
Lutte intégrée en pinèdes méditerranéennes	Madrid ou Nancy (Espagne, France)	septembre 1975
Lutte intégrée en culture de coton	Téhéran (Iran)	19-23 mai 1975
Lutte intégrée en culture de Brassica	Gand (Belgique)	7-8 mai 1975
Lutte intégrée dans le sol	Zeist (Pays-Bas)	17-21 mars 1975
Méthodes génétiques pour la lutte contre les insectes	Paris (France)	septembre 1975
Lutte intégrée en cultures de céréales	Gembloux (Belgique)	8-10 décembre 1975
Lutte intégrée en viticulture	Avignon (France)	18-20 février 1975
Pesticides et Arthropodes utiles	Colmar (France)	2-4 mars 1975
Phéromones	Wageningen (Pays-Bas)	7-8 Octobre 1975

8. Les Commissions et les Groupes de Travail bénéficieront en 1975 de l'appui financier suivant:

Commissions	1974	1975
- Taxonomie des entomophages	10.000	19.000
- Publications	15.000	15.000
- Pathologie des insectes et lutte microbiologique	4.000	4.500
Groupes de Travail		
- Lutte intégrée en vergers	35.000 <sup>1)</sup>	6.000
- Lutte biologique contre les ravageurs de l'olivier	-	-
- Lutte biologique contre les cochenilles et les aleurodes des agrumes	3.000	-
- Lutte contre <i>Carpocapsa</i> et <i>Adoxophyes</i>	-	4.000
- Lutte génétique contre <i>Rhagoletis cerasi</i>	-	6.000
- Lutte génétique contre <i>Ceratitis capitata</i>	2.000	-
- Lutte intégrée en pinèdes méditerranéennes	3.000	2.500
- Lutte microbiologique contre <i>Lymantria dispar</i>	3.000	-
- Coordination de projets forestiers	-	1.500
- Lutte intégrée en cultures sous verre	-	-
- Lutte intégrée en culture de coton	3.500	4.000
- Lutte intégrée en culture de Brassica	3.000	2.000

1)

Dont la plus grande partie en préfinancement pour la publication de brochures

- Lutte intégrée dans le sol	1.000	4.000
- Lutte génétique contre les <i>Hylymyia</i>	2.000	-
- Méthodes génétiques pour la lutte contre les animaux nuisibles	2.500	3.000
- Lutte intégrée en cultures de céréales	3.500	3.500
- Liaison avec l'industrie	2.000	2.000
- Lutte intégrée en viticulture	3.000	2.500
- Pesticides en arthropodes utiles	3.000	3.000
- Phéromones	-	3.000
- Divers	5.000	5.000

9. Le Conseil a accepté la création d'un Groupe de Travail "Phéromones". Ce Groupe étudiera en premier lieu les aspects écologiques de l'emploi des phéromones en se basant surtout sur les programmes des Groupes de Travail existants.

Le responsable du Groupe de Travail "Lutte génétique contre les *Hylymyia*" considère que les travaux du Groupe deviendront plus rentables en les insérant dans le Groupe "Lutte intégrée en culture de Brassica". Le Conseil partage cette opinion et a mis fin à l'activité de ce Groupe.

10. Pendant la période écoulée la Section a assuré les publications suivantes:
- Contrôle visuel en verger de pommiers, 2ème édition, 82 pp.
  - Rapport de la 3ème session du Conseil, Bulletin SROP 1974/1, 37 pp.
  - Rapport d'activité 1973, Bulletin SROP 1974/2, 88 pp.
  - Lutte biologique contre les cochenilles et les aleurodes des agrumes, Bulletin SROP 1974/3, 174 pp.
  - Les organismes auxiliaires en verger de pommiers, 1ère édition, 242 pp.

## PROCEEDINGS OF THE SECOND GENERAL ASSEMBLY OF THE WPRS

## 1. INTRODUCTION

The second General Assembly of the West Palaearctic Regional Section (WPRS) of the International Organization for Biological Control (IOBC) was held in Madrid and Teruel (at the Instituto Nacional de Investigaciones Agrarias and the Escuela de Capacitacion Agraria de San Blas respectively) from 7 to 11 October 1974. Twenty-eight delegates of Member Institutions and 40 specialists and observers from Member and non-Member Institutions and International Organizations participated.

One of the principal aims of this General Assembly was to analyse the work carried out by the Organization since the last General Assembly held in Rome from March 31 to April 3, 1971. The analysis was based on reports presented by the convenors of our Commissions and Working Groups. The reports will be published in full in a WPRS Bulletin. The information contained in the reports permitted the delegates to outline future activities for the Organization in a series of recommendations, accepted at the end of the General Assembly. The General Assembly was opened by the President of the Instituto Nacional de Investigaciones Agrarias who welcomed the participants on behalf of the Minister of Agriculture of Spain. He stressed the great importance of studies on biological control, which he described as the modern concept for plant protection. The phytosanitary requirements for imported agricultural products, the growing pesticide pressure on the environment and the progressive abolition of multi-purpose insecticides are several of the reasons why official organizations are obliged to consider earnestly, and as a first priority, a whole series of techniques that for a long time were badly understood or considered supplementary. In the framework of Integrated Control, however, these techniques may play a dominant and decisive part. Spain is one of the founding countries of IOBC and the principles of biological control are applied here on a large scale. At the present time very detailed research is being carried out by Spanish specialists to resolve the control problems of *Ceratitidis capitata* and the white fly, *Aleurothrixus floccosus*. These insects are among the most important agricultural pests. The processionary caterpillar is the subject of bio-ecological studies. For this programme, researchers have at their disposal a forest covering 10,000 hectares in Mora de Rubielos in the Province of Teruel.

The President of WPRS took the view that this General Assembly was a very important occasion at which to take stock of three years activities, following some major changes in the statutes of our Organization. He observed that we needed a favourable place to do this and that we could not have found a better one than Madrid, where we were in one of the countries that contributed to the foundation of IOBC and had given the most enduring support to IOBC policy. The President reminded us that we have always tried to achieve maximum results

with a minimum of funds and that this could only be realized with the goodwill of everyone concerned. In our Spanish colleagues we had always found the greatest willingness to cooperate and the greatest efficiency. Spain is also one of the countries where biological and integrated control projects are the most advanced. It is enough to recall the research done by Dr. Mellado and his co-workers on Genetic Control of *Caratula sagittata* with marked results on a world-wide scale. The positive results achieved by our Working Group on "Integrated control in Mediterranean Pine Forests" are due in the first place to the active participation of our Spanish colleagues and to the substantial support provided by the Spanish authorities.

The President observed that since the last General Assembly six new Member Institutions have been welcomed into the Organization. Their cooperation is a guarantee of success for our scientific and practical operations.

#### ACKNOWLEDGEMENTS

WPRS thanks the Spanish authorities and colleagues for the warm welcome extended to the delegates and participants of the Second General Assembly. WPRS wishes to convey thanks to the Spanish Ministry of Agriculture, especially for financing the simultaneous translation that permitted all delegates to take part constantly in the proceedings of the assembly. WPRS is also very grateful to our colleagues of the Spanish Forestry Department for providing the reception at Mora de Rubielos and for organizing the excursions.

#### 2. LIST OF PARTICIPANTS

- 2.1. Representatives from Member Institutions cf. page 2-3-4
- 2.2. Council members cf. page 4
- 2.3. Convenors of Committees cf. page 4
- 2.4. Convenors of Working Groups cf. page 4-5
- 2.5. Observers cf. page 5

#### 3. REPORT OF THE SECRETARY GENERAL OF THE IOBC

IOBC was reconstructed in 1971 into a federation of virtually autonomous regional sections. Each section has its statutes and internal rules and the only important condition for affiliation is that its statutes should be compatible with those of the central Organization. Pre-1971 IOBC became the West Palaearctic Regional Section (WPRS) with Members in countries of Western Europe, North Africa and the Near and Middle East. At the time of the reconstruction, the Western Hemisphere Regional Section (WHRS) was also created, embracing the two Americas. One year later the South East Asiatic Regional Section (SEARS) was formed, covering the zone from Pakistan to Japan. There also exists a Pacific Regional Section (PRS) which was constituted after the last Pan-Pacific Science Congress (Canberra, 1971) but which has never been approved by the IOBC Council. It covers nearly all the Pacific islands with the exception of Australia and New Zealand.

Attempts have been made to form a Tropical Africa Regional Section (TARS) for Africa south of the Sahara, not including South Africa. Apart from the Regional Sections already mentioned, IOBC has members in several countries, including the USSR. At the end of 1973 IOBC could count 479 individual members, 74 institutional members and 4 benefactors distributed over 73 countries. All members of regional sections are automatically member of the global organization. To judge the importance of these numbers it is sufficient to compare

them with those of the International Association for Ecology (INTECOL) with which IOBC has established a joint coordination committee; INTECOL had less than 700 members in 1973 notwithstanding the immeasurably larger interest for ecology compared to biological control. This very satisfactory development of IOBC during the first two years following its reconstruction slowed down considerably in 1973 and 1974. The expansion of the Organization in developing countries has proved to be difficult, if not impossible. It may be that the subscription is too expensive, either for individual entomologists or local entomological institutes. Alternatively it may be that the potential membership, from people engaged in research on biological control is, in certain regions - as for example tropical Africa - so low that it is not possible to create an independent Regional Section. Expansion of the Organisation in developed countries has only been satisfactory in Europe, which has compensated for a decrease in numbers of individual members in the USA since 1973. It is incomprehensible that in rich countries such as the USA and Canada, which have a long tradition in biological control in research centres with a world reputation, that one can count only twenty institutional members contributing in total only 1,000-1,500 dollars. Therefore the Executive Council has decided to intensify publicity for IOBC in existing sections, as well as in countries that are not yet participating. An attempt will be made by personal contacts to get more institutional members and benefactors. It is unfortunate that this action has coincided with the present crisis and has not yielded the desired results. In so far as the individual members are concerned there has also been the dollar crisis and the devaluation of certain currencies in relation to the Swiss franc which entailed losses due to exchange and caused the Organization to pay an amount to the editor of ENTOMOPHAGA that was from 30-50% higher than the total contributions received. All this has placed the global IOBC in a very difficult financial situation and stopped all activities apart from the publication of reports and newsletters. Consequently the working groups, created to assure interregional coordination, have been obliged to limit their activities to the exchange of letters. Within Regional Sections that operate on the same basis as the Global Organization, such as WHRS and SEARS, the situation is not much better. The Americans and Canadians can still maintain a certain contact based on national congresses or projects of national interest, but members in Central and South America are in a rather less favourable situation, yet are particularly in need of professional contacts.

I have painted, in a few words, a rather bleak picture of the global situation of IOBC. However, we do have to bear in mind that only three years have passed since its reconstruction and that a financial system partly operating with a reduced contribution is certainly not the easiest way to run an organisation that aims to operate worldwide. This means that sooner or later we will have to improve the present fund-raising system into one comparable to that under which WPRS operates: more efficient, in fact, for in interregional coordination the distances are large and scientific or technical meetings are very expensive. WPRS has existed now for 18 years and has proved that its statutes and internal rules are acceptable to all members.

We would have the necessary flexibility now, if all Regional Sections had been established on the model of WPRS, instead of choosing the easier way by which individual members each pay a small contribution. The change desired by the Executive Council is an increase in the number of institutional members and benefactors, which are the only ones capable of giving concrete support to the activities of an international organization. Apart from the financial advantages, this action of IOBC will certainly serve to make the people in

charge of plant protection or research in different countries more aware of biological and integrated control

I have spoken briefly on the present situation in the Global IOBC. Further information was made available at the General Assembly.

#### 4. REPORT OF THE SECRETARY GENERAL OF WPRS

The first General Assembly held in Rome from March 30 to April 3 1971, following the 5th General Assembly of the Global Organization, gave guidelines for action in resolutions adopted at the end of the meeting. In my report on the activities of our organization I would like to follow the line of these recommendations.

I. To recommend to its Council that it put into practical application the multiple objectives resulting from the new statutory definition of biological control.

This new definition enlarged our field of action to all research on integrated control. The Council has followed this wish by creating new working groups in areas where research workers showed sufficient interest in a common project.

These groups are:

- Genetic control of *Hylemyia* species
- Integrated control in Brassica crops
- Genetic manipulations in control of noxious animals
- Microbial control of *Carpocapsa* and *Alexophyes*. (This group could not be maintained for lack of people doing research in this field).
- Integrated control in cereal crops
- Contact with Industry
- Integrated control in vineyards
- Pesticides and entomophagous arthropods

II. To recommend that there be an extension of the activity of the Taxonomy Commission through additional contacts aimed at getting additional support, and to reemphasize that the training of qualified researchers in the systematics of entomophagous organisms is of the utmost importance and that there is an urgent need to create new working facilities within institutions concerned with this discipline.

It has been possible to award a few grants for study, but the overall situation for the taxonomy of entomophagous insects has barely improved during the recent past.

It has been necessary to reconsider the function of the Identification Centre which no longer complied with criteria under which it had been established. This situation has now been solved thanks to close cooperation from our German colleagues. The new centre will be based at the "Staatliches Museum für Naturkunde" at Ludwigsburg, near Stuttgart and will function in close cooperation with the "Zoologische Sammlung des Bayerischen Staates, Entomologische Abteilung, München".

The new set-up has the full confidence of the Council and will certainly give satisfaction.

III. To recommend that the work of the Management Committee should be reviewed, and special attention be given to the distribution of information. The Council has nominated a responsible head of the Management Committee and he has attended the Council Sessions regularly.

Distribution of information has been assured by the preparation of several reports and publications.

Since the last General Assembly the following publications have appeared in chronological order:

- Proceedings of the General Assembly, 91 pp
- Report of the first Council Meeting, 31 pp
- Activity Report 1971, WPRS Bulletin 1972/1, 76 pp
- Report of the second Council Meeting, 29 pp
- Statutes of the West Palaearctic Regional Section, WPRS Bulletin 1973/1, 25 pp
- Activity Report 1972, WPRS Bulletin 1973/2, 68 pp
- Souches de microorganismes entomopathogènes, WPRS Bulletin 1973/2, 30 pp
- Lutte intégrée en cultures sous verre, WPRS Bulletin 1973/4, 73 pp
- Contrôle visuel en verger de pommiers, 2nd edition, 82 pp
- Report of the third Council Meeting, WPRS Bulletin 1974/1, 37 pp
- Activity Report 1973, WPRS Bulletin 1974/2, 88 pp
- Lutte biologique contre les cochenilles et aleurodes des agrumes, WPRS Bulletin 1974/3, 174 pp
- Les organismes auxiliaires en verger de pommiers, 1st edition, 242 pp

- IV. To recommend that the IOBC Council should maintain the continuity and high quality of ENTOMOPHAGA.

The material problems of this journal have demanded more attention from the Council than scientific matters. Scientific quality has been assured by the enlargement of the Editorial Board. But the constant increase in production costs has necessitated readjustments starting in 1975. They concern a simplification in type face and charges to authors for articles exceeding 10 pages.

- V. To recommend that Institutions should be encouraged to subsidise the publication of articles, and other information on work carried out under the aegis of IOBC.

The overall economic situation has made the application of this recommendation rather difficult. The Council has tried first of all to assure the publication of our research bulletins printed in offset. These bulletins are not intended to replace scientific journals but they supplement existing sources of information. They provide a way to distribute reports that otherwise would not be accessible to all interested persons. Experience has shown that some of these bulletins are much in demand.

- VI. Council is asked to create, or encourage the creation of a framework for interregional cooperation in accordance with the expansion of IOBC on a world-wide scale.

The basis of our work is provided by the Working Groups. Within WPRS these Groups have permitted an extensive exchange of ideas between researchers. In some cases common work programmes have been elaborated. Coordination of this work with activities in other Regional sections can only occur on an *ad hoc* basis for want of corresponding Groups there. In some cases individual researchers from other Regional sections have been invited to participate in our working meetings. The creation of a framework for interregional cooperation has to be assured in the first place by the global organization. Where necessary the WPRS Council will give full support to such activities. We regret, however, that the global organization, contrary to the outspoken wish of WPRS, has preferred to create an East Palaearctic Section rather than draw these new Institutional Members into our Section.

The Executive Council has been asked by the Commission of the European Communities to prepare documents concerning the application of integrated control

- VII. The creation of the Working Group on "Pesticides and entomophagous arthropods" is the answer to a recommendation to the Institutions concerned to intensify mutual cooperation for the systematic study of the side-effects of pesticides on entomophagous arthropods.
- VIII. The purpose in creating the Working Group "Contact with Industry" was to promote a more intensive exploration of possibilities for cooperation with industrial concerns involved in the development and application of biological control methods. Industry is showing a mounting interest in our work. The Group considers that a regular exchange of information is best achieved by personal contacts.

Details of the activities of Commissions and Working Groups will be given by the convenors during the General Assembly. The Council requires that group members pay constant attention to presenting the results of their research in terms of practical realities.

One may note the considerable public interest in the possibilities offered by biological control for a better system of plant protection. Notwithstanding this interest, funds for research on biological control are severely reduced in several countries. This is tied to a general reduction in funds allowed to agricultural research. The development is regrettable as it will both reduce research and decrease the extent to which profit may be drawn from results already achieved. The Council hopes that the activities of our Organization will help to change this situation. This hope is based primarily on the increase in the membership of our Section. Since the General Assembly in Rome we have welcomed the following new members:

- the Royal Society in London
- the Agricultural Research Council (United Kingdom)
- the National Environment Council (United Kingdom)
- die Landesanstalt für Pflanzenschutz Stuttgart (Fed. Rep. of Germany)
- Ministry of Agriculture and Forestry (Austria)
- the Groupement d'Etudes et de Recherches pour le Développement de l'Agronomie Tropicale, replacing the 5 French Institutes that were part-Members
- the Institut für biologische Schädlingsbekämpfung (Fed. Rep. of Germany)
- the Institut für Getreide-, Ölfrucht- und Futterpflanzenkrankheiten (Fed. Rep. of Germany)

The last two replace the Biologische Bundesanstalt für Land- und Forstwirtschaft

- the National Institute for Plant Protection of Sweden
- the Instituto Nacional de Investigaciones agrarias (Spain)
- the Universidad Politecnica de Madrid (Spain)

These memberships bring the total number of members to 34 which seems to prove that our Organization fulfils its purpose satisfactorily.

##### 5. REPORT OF THE TREASURER

Report covering the period from January 1, 1971 to June 30, 1974

The financial year 1974 closed on a deficit of 5,347.63 SF. This fact was not so very alarming because of the unusually heavy expenditure on the General Assembly in Rome. The outgoings include two new charges: the yearly contribution

to the global organization (2,895.00 SF) and the negative effect of differences in exchange rates (730.42 SF).

Extensive activities by the Working Groups, by the Commission on publications and by the Council, with the Executive Council looking for new sources to finance WPRS, characterize the financial year 1972. The latter activity is justified by the need to bridge the gap caused by a reduction in voluntary subscriptions which previously provided special research funds. At the same time a general rise in prices must be faced, together with the fact that Working Groups are finding it harder to obtain the cooperation of specialists who tend to be restricted by budgetary considerations from making visits to foreign countries. This last problem cannot be ignored. Occurring as it does to an increasing extent in all member countries of WPRS, it endangers future coordination between specialists of different nationalities working on the development of common programmes, aimed at greater efficiency due to the pooling of results and an increased credibility for the practical results obtained.

The financial year 1972 closed on a deficit (12,777.44 SF) mainly due to delays in the payment of contributions.

Fortunately, the collection of outstanding contributions and the payment of nearly all current contributions allowed to redress the financial situation in 1973, despite a remittance of 3,000 SF to the Global Organization to help with the realisation of its programme.

The situation has been aggravated by differences in exchange rates, amounting to 1,719.55 SF, i.e. the equivalent of half the annual contribution. On the other hand the temporary cessation of activities by the Taxonomy Commission has lightened expenditure in 1973 by about 15,000 SF.

1973 ended in a surplus of 50,333.91 SF. The deficits of 1971 and 1972 were covered and there was a final balance of 32,208.84 SF.

The financial year 1974 is not yet complete. It was decided to close the accounts temporarily on June 30 to have the time necessary to prepare the documents for the General Assembly.

Some remarks can be made. The receipts obtained so far are 72,235.40 SF and the payment of contributions proceeds satisfactorily. Some members could not make their payments before June 30. These contributions have not been included in the accounts presented here, but are registered elsewhere to assure the validity of their votes as delegates.

Concerning expenditure, half of the credits allowed to the Working Groups and a large amount of the money assigned to the Commission on Publications has been paid. The rise due to differences in exchange rates has been alarming in the first half of 1974, reaching 5,944.58 SF equivalent to 2 minimal contributions. Let us hope that the large disturbances in the exchange rate in 1973/74 are not repeated!

On June 30, 1974 the balance closed with a credit of 15,077.83 SF. The available capital on that date was 212,017.98 SF. This amount represents an increase of 47,536.67 SF compared to the capital available on January 1, 1971 of 164,481.31 SF.

We have to state that the financial equilibrium of WPRS remains unstable notwithstanding the fact that:

- considerable attention is given to reducing all expenses that are not indispensable to the realisation of WPRS projects
- material help is given by several institutions towards the organization of WPRS at reduced cost
- a voluntary rise in contribution has been agreed by several members in answer to our plea, for which we wish to express our gratitude
- great efforts have been made to obtain new sources of income, resulting in subscriptions from eight new members.

This precarious situation must be taken very seriously because we find ourselves on the brink of commitments for a period of three years. This period is marked by an inflationary situation which could, according to some opinions, attain a yearly average of 14%.

Some members have raised their contributions already, others have agreed to follow suit if a rise is officially declared necessary, because administrative procedures do not permit them to deviate from amounts that are fixed by the General Assembly. It has to be stressed that for some years the contribution has been fixed at a minimum of SF 3,000.-. Thus we are plainly justified in taking into account the decrease in monetary values at the present time when fixing afresh the minimum contribution.

Comparison of receipts and expenditures

1971 - 1972 - 1973 - 1974 (1st half, closed June 30)  
(Swiss francs)

	1971	1972	1973	1974 (1st half)
<u>Receipts</u>				
Contributions	109.429,29	82.372,88	130.813,98	71.741,09
Interest	5.553,96	1.844,04	1.707,99	494,31
Total amount of receipts	<u>114.983,25</u>	<u>84.216,92</u>	<u>132.521,97</u>	<u>72.235,40</u>
<u>Expenditures</u>				
Costs of administration	6.288,27	3.415,59	7.325,59	2.792,33
Contribution to the Global Org.	2.894,50	2.895,00	6.035,75	- 51,62
Council and Executive Comm.	11.197,80	19.165,84	16.501,64	4.018,20
Committees	6.124,51	1.230,26	3.669,72	1.733,33
Taxonomy	18.509,13	15.695,80	1.359,08	213,00
Publications	12.189,05	20.822,24	17.643,51	20.886,21
General Assembly	32.916,67	-	-	351,88
Working Groups	29.229,35	32.490,40	27.458,26	18.926,67
Bank charges	251,21	169,03	474,80	292,84
Grants	-	-	-	2.030,15
Total amount of expenditure	<u>119.600,49</u>	<u>95.884,16</u>	<u>80.468,51</u>	<u>51.192,99</u>
Difference in exchange rate	730,42	1.110,20	1.719,55	5.964,58
Total corrected amount of expenditure	<u>120.330,91</u>	<u>96.994,36</u>	<u>82.188,06</u>	<u>57.157,83</u>
Receipts	114.983,25	84.216,92	132.521,97	72.235,40
Total corrected amount of expenditure	<u>120.330,91</u>	<u>96.994,36</u>	<u>83.188,06</u>	<u>57.157,57</u>
Result	- 5.347,63	-12.777,44	+50.339,91	+15.077,83
Available capital	164.481,31	159.383,68	146.606,24	196.940,15
Regularization investment funds (interests)	+ 250,00			
Result	- 5.347,63	-12.777,44	+50.333,91	+15.077,83
Available capital	<u>159.383,68</u>	<u>146.606,24</u>	<u>196.940,15</u>	<u>212.017,98</u>

## 6. REPORT OF THE MANAGEMENT COMMITTEE

The Management Committee has examined the receipts for expenditure, the banking documents and the cash-books by random examinations without finding any errors in calculation or other important imperfections. A few details have been discussed within the Council. The fact that the credits of WPRS are deposited at banks in different countries has created some difficulties for the Treasurer due to the instability of monetary values. For this reason yearly examinations by the Management Committee have not been possible and the whole work of checking had to be done in too short a period before the General Assembly took place.

Following the progressive extension of our Organization, the tasks of our Treasurer have become more complicated and they are not always very rewarding. Nevertheless the Management Committee insists on the need to make up the balance-sheets every year. This procedure alone will render possible an effective collaboration between members of the Committee and will facilitate a conscientious examination of the accounts. Our Management Committee proposes unanimously to express our thanks to the Treasurer for the considerable and essential work he has done for our Organization and to release him from his duties.

## 7. AMENDMENTS OF STATUTES

In a letter of January 3, 1974, Dr. P. Grison, coordinator of the Forestry Working Groups and representing l'ORSTOM in WPRS has submitted to the Secretary General a proposition for the modification of Article XI of the WPRS statutes.

ART. XI at present:

1. The Council shall consist of at least 9 members and 3 substitutes elected for three years by the General Assembly and recruited preferably from among the Members. The Council Members shall be re-eligible only for a second term, in which case (with the exception of the Secretary General) their position in the Council must be different. No country may hold more than two seats on the Council

ART. XI modified:

1. The Council shall consist of at least 9 members and 3 substitutes elected for three years by the General Assembly and recruited preferably from among the Members. The Council Members shall be re-eligible for a second term. They cannot be re-elected for a third consecutive term unless their mandate is different. No country may hold more than two seats on the Council. This modification has been proposed to avoid breaking the continuity of a policy defined during the first mandate of the Members of the Executive Committee. At the same time it guarantees that elected members do not hold a duty too long. The modification has been accepted by the General Assembly with 21 votes in favour and 3 votes against.

## 8. BYLAWS

The General Assembly discussed briefly a project for the establishment of Bylaws. It recognized the importance of such rules and asked an *ad hoc* Committee to formulate definite proposals for the next General Assembly. The Committee consists of V. Delucchi (President), G. Mathys, E. Boller, G. Edwards and M. Pavan (Members).

## 9. CONTRIBUTIONS

The Council asked the Delegates to give their opinion concerning whether the minimum contribution should be raised. The present receipts are sufficient to maintain activities at the current level, but do not allow much possibility for an extension of activities. Such an extension seems, however, to be likely in view of the growing recognition of work on biological control and of the role that our Organization plays within this area. The General Assembly recognized the state of affairs, but did not possess the statutory powers to take a definite decision. It would like to see a more complete study made of the financial position of the Organization. This study would constitute a basis upon which propositions could be made to the next General Assembly.

## 10. ELECTIONS

## 10.1 Elections of the Council

The new Council will be formed by:

E. BILIOTTI (France)	President
G. MATHYS (Switzerland)	Vice-President
H. STEINER (German Fed.Rep.)	Vice-President
M. WAY (United Kingdom)	Vice-President
L. BRADER (Netherlands)	Secretary General
C. PELERENTS (Belgium)	Treasurer
J. BERGERARD (France)	Member
Mostafa HAFEZ (UAR)	Member
E. MORALES (Spain)	Member
M. PAVAN (Italy)	Member
Kamiz SIPANI (Turkey)	Member

Substitute members:

M. ABBASSI (Marocco)  
G.M. SILVA (Portugal)  
L. VASILJEVIC (Yugoslavia)

## 10.2 Election of the Management Committee

F. SCHNEIDER (Switzerland)	Convenor
P. PALMA (Italy)	Member
K. RUSS (Austria)	Member

Substitute members:

M. CHOUJAI (Iran)  
P.A. MOURIKIS (Greece)

## 11. THE COMMISSIONS

Complete reports will be published in a WPRS Bulletin entitled "Progress in Biological Control".

The following points related to the reports presented by the convenors of the Commissions were discussed.

- the Delegates express their satisfaction about the remodelling of the Identification Centre which should allow it to function more effectively

- the General Assembly insists on the best distribution possible of publications in order that these become accessible to researchers on biological control and not only to officials
- regarding the field of insect pathology and microbial control the lack of legislative standards in matters concerning the toxicology of entomopathogenic germs constitutes a brake on the development of these methods of control. It is suggested that WPRS should study the possibility of creating Working Groups on the technology and the toxicology of these microorganisms.

## 12. THE WORKING GROUPS

The reports presented by the Convenors of the Working Groups will be published in the same WPRS Bulletin as those of the Commissions. Some observations arising out of these reports are as follows:

- The General Assembly notes with appreciation the initiative taken by the Working Group "Integrated control in soil" to organize a symposium from 17 to 21 March 1975 where joint work projects will be developed.
- Studies undertaken by the Working Group "Genetic control of *Hylemyia*" have shown that the sterile male technique applied to *Hylemyia* on Brassica can only give positive results within an overall programme of integrated control. As research on the onion fly reaches its end, it has been proposed that the activities of this group should come under the Working Group "Integrated control in Brassica crops".
- Following the report of the Working Group "Biological control of Citrus scales and aleurodids" the matter of marketing products coming out of enterprises where biological control is applied, was discussed extensively. In fact commercial regulations do not permit the presence of scales on exported fruit, which reduces the possibility of applying biological control.
- In apple and peach orchards the application of integrated control has now passed the experimental stage and practical application by farmers is now in progress. The transfer of research results to the producer is one of the main concerns of the convenors. The Group has just ended its 5th Symposium which was held in Bolzano and attended by 280 persons.
- There are still no practical prospects for the genetic control of *Carpocapsa* in Europe. Therefore the delegates supported a proposition from the Convenor of this Group to enlarge their field of action and to consider all the methods that can help to reduce populations of *Carpocapsa*.
- The Working Group "Genetic Control of *Rhagoletis cerasi*" has demonstrated that mass release of sterile males offers good prospects for control. The General Assembly discussed in detail the phenomenon of ecological races within Europe. Research on this subject is still in progress and it is too early to judge the practical possibilities.
- We are pleased to note that the activities of the Working Group "Genetical Methods of Pest Control" draw together workers from veterinary and medical entomology as well as from agriculture and horticulture and that the practical interests of this group centre on countries of the Third World as well as in Europe. The group promotes the study of a new generation of genetic techniques for pest control besides exchanging information on aspects of genetics relating to pest control in general.
- The report presented by the Convenor of the Working Group "Coordination of Forestry projects" stimulated discussion on the importance of close international cooperation, backed up by existing international organizations and actions.

- Following presentation of the report of the Working Group "Microbial control of *Lymantria dispar*", it was emphasized that there is an urgent need for international regulations pointing to the harmlessness of entomopathogenic germs.
- The General Assembly noted with satisfaction initiatives taken by the Working Group "Integrated control in cereals". It would welcome an extension of the activities of this Group to the Mediterranean Basin where Heteroptera in particular form a serious pest problem. The Assembly stressed the importance of integrated control in big annual crops and asked the Council to study the need to stimulate research on other annual crops.
- A more permanent contact with "phytosanitary" industry is considered to be very important. However, the Delegates appreciate the difficulties in making these contacts. It has to be admitted that the market to establish phytosanitary products needed in integrated control is far more limited than that for broadspectrum products, with very obvious economic implications. Support from national Governments for the development of selective products is considered to be one of the more valuable ways to improve this situation.
- The members of the Working Group "Integrated control in *Brassica* crops" consider that more effective use of entomophagous organisms, notably predators, could greatly lighten the problems caused by pest organisms in *Brassica* crops. The feasibility of using *Aleochara* to control the cabbage fly has been improved by the success of Russian researchers in rearing this beetle on an artificial medium.
- The work of the group "Pesticides and beneficial Arthropods" demonstrates the interest of our Organization in a better understanding of the action of pesticides against non-target organisms. Care should be taken, however, that the requirements for selectivity in pesticides remain realistic, especially in regard to cost.

### 13 RESOLUTIONS

The delegates of the second General Assembly, acknowledging the perfect organization of the Assembly by their Spanish colleagues and appreciating the extensive hospitality offered, express their most cordial thanks to the Spanish authorities for the organization of this General Assembly. The General Assembly notes with satisfaction that the recommendations as formulated in 1971 have been executed to a great extent and have been followed by practical results.

Conscious of the world need

- to produce agricultural products in increasing quantities
- to preserve the quality of life and the environment
- and to economize energy to the utmost,

the General Assembly recognizes a perfect agreement between its aim and those of the UN Conference on The Environment and Mankind (Stockholm, 1972) which proposed the development of pest control methods without pollution of the biosphere.

The General Assembly takes note of the fact that WPRS policy concurs with the objectives of certain projects of the Programme: "Man and Biosphere".

1a Keeping constantly in mind the need to preserve an ecological balance when exploiting natural and cultivated environments, in which pest outbreaks will be prevented within the framework of pest management, where biological agents will occupy a key position, the General Assembly calls for an intensification of research in all promising directions.

- Ib Observing, however, the increasing discrepancy between the powerful financial resources set aside for the development of new chemical pesticides and the traditionally modest budget available for biological methods, the General Assembly recommends research into solutions which would allow our Organization to face up to the daily increasing responsibilities which fall to its lot and to consolidate its administrative and financial situation, eventually establishing closer connections with other organizations.
- II Anxious to ensure the utmost efficiency of the WPRS, the General Assembly requests the elaboration of the bylaws, in particular, to make the work of the Management Committee easier.
- III Acknowledging the achievements of certain Working Groups which have plainly attained the objectives assigned to them and which, consequently may suspend their activities, the General Assembly upholds the policy of terminating the activities of such groups, as cannot expect to make significant progress in a reasonable time and, with this in mind, it recommends to the Council that it should monitor with great attention the activities and progress of the Commissions and the Working Groups; it also notes with interest the creation of the following new Working Groups:
- integrated control in cereals
  - integrated control in vineyards
  - pesticides and beneficial arthropods
  - pheromones.
- IV Recognising the need for the Group "Integrated control in mediterranean pine forests" to maintain long-term research in the same place, with a view to obtain a more complete ecological interpretation of results, the General Assembly recommends that the forest zone of Mora de Rubielos (Teruel) be considered as a "permanent zone for biological studies". It expresses thanks to the Spanish administrative offices for this important initiative.
- V Looking with satisfaction at the positive results of efforts to reorganize and enlarge the Identification Service for entomophagous arthropods, the General Assembly proposes that this activity should be given all possible publicity.
- VI Conscious of technical and legal difficulties which put a strong brake on new developments in the use of insect pathogens, the General Assembly recommends research into the methods most appropriate for
- studying technical aspects of the production of useful micro-organisms;
  - studying and demonstrating the safety of these pathogens for man, domestic animals, as well as for the biocoenosis to be treated.
- VII Given that the exaggerated requirements of commercial organizations concerning the external quality of agricultural products constitute a serious obstacle to the widespread application of biological control methods for the protection of crops, the General Assembly recommends the Council
- to undertake every necessary step in order that the extremely strict application of the standards set for the grading of crop quality should, if possible, be reduced and
  - to influence relevant organizations to start campaigns to promote the intrinsic quality of the products and to establish a tolerable threshold for external damage.
- VIII Given that a general application of integrated control practices is being frequently hampered by the lack of an adequate means to promote it, the General Assembly recommends increased efforts to train technicians competent in this subject and to create an adequate framework within which the new control methods can be applied.

## REPORT OF THE FOURTH COUNCIL MEETING

1. The Council held its annual meeting on 6 October 1974 on the eve of the second General Assembly at the Instituto Nacional de Investigaciones Agrarias, Madrid (Spain). Participating were E. BILLOTTI (president), G. MATHYS (Vice-President), M. PAVAN (Vice-President), H. STEINER (Vice-President), L. BRADER (Secretary General), W.E. van den BRUEL (Treasurer), J. BERGERARD (Member), C. DAFAUCE-RUIZ (Member), P.A. MOURIKIS (Member), F. SCHNEIDER (Management Committee), A.J.F. CASTEL BRANCO (Management Committee), V. DELUCCHI (IOBC) and J. de WILDE (Permanent Councillor). Mostafa NAPEZ (Member) and J.S. KENNEDY (Member) were prevented from coming.
2. The President in his opening address observed that this Council would consider only matters essential to the effectiveness of the Organization in expectation of decisions that would be taken in the General Assembly.
3. Report of the Secretary General  
 In the report of the last Council Meeting particular attention was paid to the translation of research results into practice. During the past year this movement has been intensified resulting in a series of working group meetings the central theme of which has been the relationship of theoretical research to practical requirements. In addition there have been regular contacts with the European Economic Community. Our President made a report to this Committee entitled: "Conditions and possibilities for the development of integrated control and biological control methods in agriculture". Two very important meetings were held under the auspices of the Working Group "Integrated control in Orchards". The first, held in Wageningen from 22-23 January, discussed problems consequent upon the introduction of integrated control practices into orchards.  
 The following themes were discussed:
  - The economic consequences of integrated control for growers. Because the difference between costs for pesticides on the one hand and expenditure on wages for control personnel on the other hand, remains positive, the resulting direct financial advantage is real.
  - An appreciation of the long-term economic advantages of integrated control. It seems desirable
    - a. to arrive at an efficient arrangement for exchanging quantitative data concerning fruits refused for export because they exceed the tolerance level of residues;
    - b. to promote international agreement on tolerance levels for pesticide residues and to agree on common methods to analyse these residues;
    - c. to plan for a cost benefit analysis of integrated control.
  - The position of integrated control in marketing fruits and the consequences of existing quality standards for integrated control. From the discussion it became apparent that a change in these standards would not be necessary, but that an indication by label of the special quality of fruit cultivated in orchards that had undergone integrated control and other favourable cultural practices, would be preferable.
  - The possibilities and difficulties of instituting this quality label for fruit grown in orchards with integrated control. It was decided that an *ad hoc* committee composed of representatives of the EEC, OECD, Marketing Organizations, EPPO and the WPRS should try to formulate the contents of such a label.
  - At the end of the meeting some technical aspects of integrated control, such as the use of fungicides and fertilizers, were discussed.

From 7-11 September the 5th Symposium on Integrated Control in Orchards was held in Bolzano. This symposium, at which 280 persons participated, gave an excellent review of progress made. Without doubt, it constituted an important milestone in the history of our oldest Working Group.

The Executive Council met on 1 April and 23 July. During the April meeting the following topics were discussed: The organization of the General Assembly, the financial situation of WPRS and the Working Groups, as well as contacts with the EEC. The meeting in July was again devoted to the organization of the General Assembly. Among the other points on the agenda were: the editing of ENTOMOPHAGA and the relationship to the Global Organization.

In concluding this report, I wish to draw to the attention of the Council the extent to which our Section has grown during the last few years. Intensive contact with the Working Groups gave the Section its very solid base. One can observe that nearly all the Groups show great dynamism and contribute heavily to the development and application of biological control. Expansion places a heavy responsibility on our Organization, the duty of which is to ensure continuity of its activities. This has, above all, two important consequences:

- 1) very close contacts are necessary between the Executive Council and the convenors of the Working Groups
- 2) increasing recourse is made to our Section by national and international Organizations, for advice on biological control matters and for our services as a coordinator in concerted action.

This situation is a proof of the success of our activities. But one has to ask whether the structure of our Organization will be able to support this development indefinitely. Personally I am of the opinion that it is the duty of the present Council to make a statement on this question and to formulate proposals for the next Council.

#### 4. Report of the Treasurer

The results of the financial year ending on 30 June are published in the report of the 2nd General Assembly. The Council has discussed the accounts and expressed its satisfaction concerning payment of the contributions. The Convenor of the Management Committee has verified the various documentary evidence of expenditure and has asked that the Treasurer should be released from his duties.

#### 5. The WPRS welcomes as new members:

- the National Institute for Plant Protection of Sweden
- l'Instituto Nacional de Investigaciones Agrarias (Spain)
- l'Universidad Politecnica de Madrid (Spain)

The total membership is now 34.

#### 6. Since the last Meeting of the Council on 6 and 8 November 1973 in Paris, the following meetings have been held under the auspices of the Regional Section:

- |  |                       |
|--|-----------------------|
| a) Genetic control of <i>Rhagoletis cerasi</i><br>Ivanka (Czechoslovakia)      | 18 - 20 November 1973 |
| b) Genetic control of <i>Carpocapsa</i> and<br><i>Adoxophyes</i> , Wädenswil   | 27 - 29 November 1973 |
| c) Integrated control in cereals, Kiel   | 11 - 12 December 1973 |
| d) Integrated control in orchards, Wageningen                                  | 22 - 23 January 1974  |
| e) Integrated control in vineyards, Lausanne                                   | 27 - 28 February 1974 |
| f) Commission for insect pathology and<br>microbial control, Christol les Alès | 21 - 22 March 1974    |

g) Genetic control of <i>Nyctomyia</i> , Cambridge	8 April 1974
h) Integrated control in <i>Brassica</i> crops, Cambridge	9 April 1974
i) Integrated control in cotton growing, Izmir	21 - 23 May 1974
j) Pesticides and beneficial arthropods, Zürich	21 - 22 May 1974
k) 5th Symposium on integrated control in orchards, Bolzano	7 - 11 September 1974
l) Genetical methods of pest control, Bucharest	19 - 23 September 1974
m) Biological control of citrus coccids and aleurodids, Palermo	24 - 27 September 1974

7. During 1975 the following meetings are planned:

Commission and Working Groups	place	date
Taxonomy of entomophagous arthropods	Ludwigsburg (Fed.Rep.of Germany)	March-April 1975
Commission for insect pathology and microbial control	Littlehampton (U.K.)	spring 1975
Integrated control in orchards	Austria Aix en Provence (France)	20-21 August 1975 16-17 September 1975
Genetic control of <i>Carpomya</i> and <i>Adorophyes</i>	Styria (Austria)	September 1975
Genetic control of <i>Rhagoletia cerasi</i>	Munich (Fed.Rep.of Germany)	24-26 September 1975
Coordination of Forestry projects	Göttingen (Fed.Rep.of Germany)	autumn 1975
Microbial control of <i>Lymantria</i> <i>dispar</i>	Paris (France)	12 March 1975
Integrated control in mediterranean pine forests	Madrid or Nancy (Spain, France)	September 1975
Integrated control in cotton growing	Teheran (Iran)	19-23 May 1975
Integrated control in <i>Brassica</i> crops	Ghent (Belgium)	7-8 May 1975
Integrated control of soil pests	Zeist (The Netherlands)	17-21 March 1975
Genetical methods of pest control	Cadarache (France)	8-12 September 1975
Integrated control in cereals	Gembloux (Belgium)	8-10 December 1975
Integrated control in vineyards	Avignon (France)	18-20 February 1975
Pesticides and beneficial arthropods	Colmar (France)	2-4 March 1975
Pheromones	Wageningen (The Netherlands)	7-8 October 1975

8. The Commissions and Working Groups will be granted for the following financial support in 1974:

Commissions	1974	1975
- Taxonomy of entomophagous arthropods	10.000	19.000
- Publications	15.000	15.000
- Insect pathology and microbial control	4.000	4.500
<b>Working Groups</b>		
- Integrated control in orchards	35.000	6.000
- Biological control of olive pests	-	-
- Biological control of Citrus scales and aleurodids	3.000	-
- Control of <i>Carpocapsa</i> and <i>Adoxophyes</i>	-	4.000
- Genetic control of <i>Phagolista cerasi</i>	-	6.000
- Genetic control of <i>Geratilis sagittata</i>	2.000	-
- Integrated control in Mediterranean pine forests	3.000	2.500
- Microbial control of <i>Lymantria dispar</i>	3.000	-
- Co-ordination of forestry projects	-	1.500
- Integrated control in glasshouses	-	-
- Integrated control in cotton growing	3.500	4.000
- Integrated control in <i>Brassica</i> crops	3.000	2.000
- Integrated control of soil pests	1.000	4.000
- Genetic control of <i>Hylemyia</i>	2.000	-
- Genetical methods of pest control	2.500	3.000
- Integrated control in cereals	3.500	3.500
- Liaison with Industry	2.000	2.000
- Integrated control in vineyards	3.000	2.500
- Pesticides and beneficial arthropods	3.000	3.000
- Pheromones	-	3.000
- Sundries	5.000	5.000

9. The Council accepted the creation of a Working Group on "Pheromones". To begin with, this group will study ecological aspects of the use of pheromones, based first of all on research done in the programme of Working Groups already existing.

The Convenor of the Working Group "Genetic control of *Hylemyia*" considers it more effective to place the work of this group in the framework of the Working Group "Integrated control in *Brassica* crops". The Council shares this opinion and has ended the activities of the first group.

10. During the last period the Section has edited the following publications:
- Contrôle visuel en verger de pommiers, 2nd Edition, 82 pp.
  - Report of the 3rd Council Meeting, WPRS Bulletin 1974/1, 37 pp.
  - Activity Report 1973, WPRS Bulletin 1974/2, 88 pp.
  - Biological control of Citrus Scales, WPRS Bulletin 1974/3, 174 pp.
  - Les organismes auxiliaires en verger de pommiers, 1st Edition, 242 pp.